



REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES CONCLUS
PAR LE GROUPE II
AU TITRE DE LA GESTION 2011

AGENCE DES TRAVAUX ET DE GESTION DES ROUTES
(AGEROUTE)

RAPPORT FINAL

JUIN 2013

PRESENTE PAR:
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail sspm@sspm.sn

TABLE DES MATIERES

I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX.....	5
1.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS	5
1.2. CONSTATS D'AUDIT	6
1.2.1 Echantillon	6
1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés	10
1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière	10
1.2.4. Constats relatifs à l'exécution physique	10
1.3. RECOMMANDATIONS	10
1.3.1. Recommandations relatives au classement et à l'archivage.....	10
1.3.2. Recommandations relatives aux marchés passés par AO	10
1.3.4. Recommandations sur les Consultations restreintes	11
1.3.5. Recommandations sur les DRP	11
II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....	11
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION.....	11
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION.....	12
III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	14
VI. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	15
4.1. ETAPES DE LA MISSION	15
4.2. ACTIVITES PREALABLES AU DEMARRAGE DE LA MISSION	15
4.2.1. La Préparation de la mission	15
4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège.....	16
4.3. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	17
4.4. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	18
4.5. CONTROLE DE LA QUALITE DE LA REVUE.....	19
4.6. SYNTHESE DES CONSTATS ET APPRECIATION DES TENDANCES GENERALES	19
4.7. REVUE DES MARCHES LITIGIEUX ET DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE	20
4.8. RESTITUTION DES RAPPORTS.....	21
V.ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	21
5.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE	21
5.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES	23
5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM).....	23
5.2.2. La Commission des Marchés	23
5.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION	24
5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)	24
5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)	24
5.4. MODIFICATIONS APORTEES PAR LE DECRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS.....	24
VI. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'AGERROUTE.....	25
6.1. LES ORGANES DE L'AGENCE	25
6.2. CONTROLE DE L'AGENCE	28
6.3. BILAN DES ACTIVITES.....	29
6.4. LE DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS AU SEIN DE L'AGERROUTE	31
6.4.1. La Commission des Marchés (CM)	31
6.4.2. La Cellule de Passation des marchés (CPM)	31
6.4.3. Le Plan de Passation des Marchés (PPM).....	31
6.4.4. L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM)	31

VII.AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES.....	32
7.1. <i>AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES</i>	32
7.2. <i>CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE.....</i>	74
7.3. <i>CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION PHYSIQUE.....</i>	75
VIII. RECOMMANDATIONS	80
8.1. <i>RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES PASSES PAR APPEL D'OFFRES.....</i>	80
8.2. <i>RECOMMANDATIONS SUR LES CONSULTATIONS RESTREINTES (CR)</i>	80
8.3. <i>RECOMMANDATIONS SUR LES DRP</i>	80
IX.ANNEXES.....	81
ANNEXE 1 : LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE.....	82

SIGLES ET ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AGEROUTE	Agence des Travaux et de Gestion des Routes
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par l'Agence des Travaux et de Gestion des Routes (AGEROUTE), conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne l'AGEROUTE, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

1.1. Constats relatifs au dispositif des marchés publics

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics de l'AGEROUTE se présentent comme suit :

- **mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés**

La CM a été mise en place par une décision du DG n°016/AGEROUTE/DG/CPM du 21 janvier 2011. Elle comprend quatre (04) membres avec des suppléants et tous ont signé la charte de transparence et d'éthique (CTE).

- **La Cellule de Passation des Marchés**

La liste des membres de la CPM a été actualisée le 02 mai 2011. Elle comprend six (06) membres et tous ont signé la charte de transparence et d'éthique (CTE).

- **Elaboration Rapport annuel**

Le Rapport annuel de la Cellule de Passation des Marchés sur les marchés publics de 2011 a été établi et transmis à la DCMP conformément à l'article 143 du décret portant Code des Marchés publics.

- **Plan de passation des marchés (PPM) et Avis général de passation des marchés (AGPM)**

L'AGEROUTE a établi pour l'année 2011 un Plan de Passation des Marchés publié le 10 février 2011 dans le site des marchés publics et publié un Avis général de passation des marchés dans le journal « Sud quotidien » du 31 décembre 2010 et du 02 janvier 2011 conformément aux dispositions des articles 6 et 56 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics.

- **Registre des marchés**

L'AGEROUTE dispose d'un registre des marchés conformément aux dispositions de l'article 67-3 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics, et d'un registre de transmission et de réception des courriers de marchés et des plis.

- **Manuel de procédures administratives, comptables et financières**

L'AGEROUTE dispose d'un manuel opérationnel de procédures administratives, comptables et financières.

- **archivage**

Les dossiers d'exécution des marchés ne sont pas archivés au niveau de la cellule de passation des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP.

1.2. Constats d'audit

1.2.1 Echantillon

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent, à prendre en charge de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des Marchés publics. Pour la gestion 2011, l'AGEROUTE nous a soumis une liste de 101 marchés passés

par appel d'offres, par consultations restreintes et par DRP pour un montant de **Cent quinze milliards neuf cent quatre-vingt millions mille six cent vingt-cinq (115 980 001 625) F CFA**.

Cependant, nos contrôles nous ont permis de retrouver des appels d'offres lancés en 2011 et qui ne figurent pas sur la liste transmise. Il s'agit de :

- M N° TA3/695/AGR relatif à des travaux de construction de l'autoroute AIBD-Mbour-Thiès pour un montant de quarante-quatre milliards huit cent six millions trois cent quatre-vingt-quinze mille six cent soixante-sept (44 806 395 667) F CFA TTC, notifié le 27/01/2012 ;
- M N°TA3/710/AGR relatif à des Travaux d'entretien, de réparation et/ou construction d'ouvrages hydrauliques dans les régions de Saint Louis, Louga et Matam, notifié le 09/03/2012 pour un montant de cent trente et huit millions trois cent vingt-sept mille quatre cent (138 327 400) F CFA TTC.

Au total, un nombre de 103 marchés ont été conclus ou initiés en 2011 pour un montant global de cent soixante milliards neuf cent vingt-quatre millions sept cent vingt-quatre mille six cent quatre-vingt-douze (160 924 724 692) F CFA.

PERIMETRE COUVERT

Au titre de l'année 2011 l'AGEROUTE a passé 103 marchés pour un montant de 160 924 724 692 FCFA, comme il ressort du tableau suivant :

MODES DE PASSATION	POPULATION	
	MONTANT	NOMBRE
AO	157 023 561 609	61
CR	3 682 668 297	30
DRP	218 494 786	12
Total	160 924 724 692	103

La répartition des marchés est établie comme suit :

- trente-six (36) marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP ;
- Cinquante-cinq (55) marchés dont les montants n'ont pas atteint les seuils de contrôle de la DCMP ;
- Douze (12) marchés passés par la procédure de DRP.

L'échantillon aléatoire réalisé sur la base de cette population et conformément aux exigences des termes de référence, est constitué comme suit :

- Dix (10) marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP soit 28% des contrats de cette catégorie;
- Seize (16) marchés dont les montants n'ont pas atteint les seuils de contrôle de la DCMP, correspondant à 30% des marchés de ladite catégorie ;
- Douze (12) marchés conclus par DRP soit 100 % des marchés de ladite catégorie.

Rappel des seuils applicables à l'AGEROUTE en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007 et de l'article 53.2 du Décret n°2011-1048 portant Code des Marchés Publics.

Type de marchés	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	250 000 000	100 000 000	400 000 000
Travaux relatif à l'entretien courant des routes	500 000 000	200 000 000	800 000 000
Travaux autres que l'entretien courant des routes	500 000 000	200 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles relatives à l'entretien courant des routes	125 000 000	100 000 000	350 000 000
Prestations Intellectuelles autres que l'entretien courant des routes	125 000 000	100 000 000	350 000 000
Services	125 000 000	100 000 000	350 000 000

1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés

Les points suivants résument les principales anomalies observées au cours de la revue.

- **Constats relatifs aux AO**

- Les PV d'ouverture des plis ne sont pas transmis aux soumissionnaires. C'est le cas du marché MN°T0636/11 relatif à des travaux pluriannuels d'entretien périodique des routes revêtues dans la région de Dakar et du marché N°TA1/692/AGR relatif à des

travaux généraux sur le réseau routier classé des régions de ZIGUINCHOR, KOLDA et SEDHIOU.

- Il en est de même pour les avis d'attribution définitive comme dans le cas du marché N°C/0346/AGR relatif au traitement, stockage et à la gestion des archives de l'AGERROUTE et le marché N°TA1/692/AGR relatif à des travaux généraux sur le réseau routier classé des régions de ZIGUINCHOR, KOLDA et SEDHIOU ;
- Il a été noté des délais anormalement longs entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché. A titre illustratif, le rapport d'évaluation de l'AO relatif au marché d'entretien pluriannuel des routes revêtues de la région de Saint-Louis a été approuvé quatre (4) mois après l'ouverture des plis en violation des dispositions de l'article 70 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

- **Constats relatif aux Consultations restreintes**

- La date limite de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis ne sont pas mentionnées dans certaines lettres d'invitation. Il en est ainsi pour le marché N° C 0186/11 relatif à l'identification du programme d'investissement routier de soutien au développement économique de la zone des Niayes (Rufisque-Lompoul) et réalisation des études techniques (APS, APD, DAO) ;

- **Constats relatifs aux DRP**

- Les preuves relatives à la transmission des lettres d'invitation n'ont pas été fournies ;

1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière

Nos contrôles sur l'exécution financière n'ont pas révélé d'anomalies significatives.

1.2.4. Constats relatifs à l'exécution physique

Les principaux constats sur ce volet se rapportent :

- à la qualité des travaux sur le tronçon Tambacounda-Kidira-Bakel. A ce propos, il a été constaté une mauvaise tenue de l'enduit superficiel sur certaines sections avec des traces d'arrachement et de peignage.

D'après les informations reçues, ces travaux n'ont pas encore fait l'objet de réception. Il y a donc lieu de veiller à leur reprise avant cette échéance ; ces reprises devront donner lieu à de nouveaux délais d'épreuves,

- à l'absence des rapports relatifs aux marchés de prestations intellectuelles qui n'ont pas été mis à notre disposition malgré nos requêtes.

1.3. Recommandations

Les recommandations sont présentées dans le chapitre 8 du présent rapport. Elles portent notamment sur les points suivants:

1.3.1. Recommandations relatives au classement et à l'archivage

La cellule de passation des marchés devrait veiller à l'application du manuel relatif aux procédures de classement et d'archivage édité par l'ARMP.

1.3.2. Recommandations relatives aux marchés passés par AO

L'AGEROUTE devrait :

- Veiller à ce que l'ouverture des plis se fasse à la date et à l'heure limite de dépôt des offres indiquées dans l'AAO conformément à l'article 67 du décret portant Code des marchés publics ;
- Assurer la traçabilité de la transmission des PV d'ouverture de plis aux soumissionnaires ;
- Veiller à attribuer les marchés aux soumissionnaires ayant produit des pièces administratives conformes ;
- Veiller à la publication des avis d'attribution provisoire et définitive conformément aux dispositions des articles 83 et 85 du décret portant Code des Marchés publics ;
- Veiller au respect des délais impartis pour l'attribution des marchés aux soumissionnaires ayant proposé l'offre conforme la moins disant ;
- Veiller au respect des délais contractuels et, le cas échéant, à l'application des pénalités pour retard conformément à l'article 134 du CMP ;

1.3.4. Recommandations sur les Consultations restreintes

L'AGEROUTE devrait :

- Veiller à l'archivage complet au niveau de la CPM des dossiers de passation et d'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ;
- Veiller à l'insertion complète des mentions requises dans les lettres d'invitation ;
- Assurer la traçabilité de la transmission effective des DRP aux candidats présélectionnés
- Etablir des documents attestant le service fait.

1.3.5. Recommandations sur les DRP

L'AGEROUTE devrait limiter la consultation aux candidats ayant été invités à soumissionner.

II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1. Contexte de la mission

L'article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics dispose en son alinéa 8 « l'ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l'ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l'exécution des marchés et conventions sur la base des enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu'elle transmet également aux autorités ».

C'est en application des dispositions précitées que l'ARMP entreprend cette année, comme elle l'a fait pour les années précédentes, une campagne de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l'exercice 2011.

2.1. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des Marchés publics, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disants, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;
- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences réglementaires ;
- la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des

commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;

- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;

- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...

III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un progiciel de tri aléatoire sans remise.

VI. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

4.1. Etapes de la mission

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;
4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;
6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;
7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

4.2. Activités préalables au démarrage de la mission

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.

4.2.1. La Préparation de la mission

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction générale des Finances, les correspondances suivantes :

- Une lettre d'information (n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements, cautions et enregistrements, attestation de bonne exécution...). Par ce courrier, il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence la CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.

- Une lettre (*n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012*) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;
- Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (*n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013*) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante:

- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;
- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011 ;
- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;
- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;
- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

4.3. Revue des procédures de passation des marchés

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs, réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.

En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la mise en place conforme des organes en charge des marchés et par la suite évaluer leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionné. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier et de statuer sur l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation /couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes ;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

4.4. Audit de l'exécution physique des marchés

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc., objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

4.5. Contrôle de la qualité de la revue

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

4.6. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales

Pour chaque structure auditée, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que pour la partie technique. Les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires joints en annexe 3 du présent rapport. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ❑ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur
- ❑ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;
- ❑ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :
 - une aide à la décision / expression de l'opinion ;
 - une standardisation de la présentation des résultats ;
 - une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

4.7. Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

4.8. Restitution des rapports

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. Chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- rapport provisoire ;
- rapport final.

V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

5.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi n° 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;

- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;

- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

5.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le décret 2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics.

5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

5.2.2. La Commission des Marchés

L'arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.

5.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le Décret n°2007-545 /MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-545 du 25 Avril 2007.

5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

5.4. Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des Marchés publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du Décret n°2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011

portant Code des Marchés Publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- Le champ d'application
- Les dérogations
- Les exclusions
- Les opérations préalables
- Les modes de passation et/ou les contrôles
- Les procédures avec consultation restreinte
- Les DRP
- La procédure d'entente directe
- La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité approbatrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

VI. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE L'AGERROUTE

L'Agence des travaux et de Gestion des Routes (AGERROUTE) a été créée par Décret n°2010-430 du 1^{er} avril 2010. Dotée d'une autonomie de gestion et d'une mission de service public, elle a été substituée à l'Agence Autonome des Travaux Routiers (AATR).

Elle est placée sous la tutelle technique du Ministre chargé des routes et celle financière du Ministre chargé des Finances.

6.1. Les organes de l'Agence

L'AGERROUTE Sénégal est chargée, de manière générale, de la mise en œuvre de tous les travaux de construction, de réhabilitation et d'entretien de routes, de ponts et autres ouvrages d'art ainsi que la gestion du réseau routier classé.

L'AGERROUTE Sénégal intervient également pour le compte du ministère chargé des routes dans les travaux de construction, de réhabilitation et d'entretien de tout le reste du réseau national. En cas de besoin, une convention d'exécution peut être signée avec les collectivités publiques bénéficiaires.

De façon spécifique, l'AGERROUTE Sénégal est chargée :

De proposer au ministre chargé des routes des orientations dans le secteur routier ;

De conduire des projets et travaux routiers ;

De mettre en place et de gérer une banque de données routières, en collaboration avec les services routiers du ministère ;

D'élaborer le programme triennal d'investissements publics (PTIP) dans le domaine des travaux routiers (entretien, réhabilitation et travaux neufs) à actualiser annuellement ;

D'élaborer un programme d'entretien routier annuel (PERA) ;

De proposer toutes stratégie de financement de l'entretien et du développement du secteur routier ;

D'assurer la gestion des emprises des routes du réseau classé et de veiller par tous les moyens à la préservation du patrimoine routier ;

De mener les études techniques, y compris les études de faisabilité pour les projets routiers ;

De préparer les dossiers de recherche de financement pour les projets d'infrastructures routières ;

De prendre toutes les mesures nécessaires pour la sauvegarde de l'environnement dans le cadre des travaux ;

De conseiller et d'accompagner les collectivités locales dans la mise en œuvre de projets routiers ;

De contribuer à l'accomplissement de toute mission à caractère public dans le secteur routier ;

De formuler des avis sur des questions ayant trait aux routes.

En outre, l'AGERROUTE Sénégal est chargée, sauf dérogation, pour compte du ministre chargé des routes, de la maîtrise d'œuvre déléguée des projets routiers, dans le cadre de conventions particulières de financement pouvant lier l'Etat à des bailleurs de fonds. Dans ce cas, elle agit en tant qu'agence d'exécution du ministre chargé des routes.

L'Agence qui représente le ministre chargé des routes, est la seule autorité compétente pour délivrer des autorisations de pose et de dépose de conduites ou d'occupation de l'emprise des routes classées.

Tous les maîtres d'ouvrage publics sont tenus de recueillir l'avis du ministre en charge des routes représenté par l'AGERROUTE Sénégal avant de délivrer toute autorisation de construire.

Toute occupation des emprises des routes classées doit recevoir au préalable l'avis de l'AGEROUTE Sénégal.

L'agence est administrée par le conseil de surveillance et le directeur général.

Le Conseil de surveillance

Le conseil surveillance est l'organe de délibération, de suivi et contrôle des activités de l'agence au regard des orientations de la politique de l'Etat telles que définies dans la lettre de mission.

Il atteste, par avis et recommandations, le Directeur Général de l'agence dans l'exercice de ses fonctions et attributions.

Il délibère et approuve :

- Les budgets ou comptes prévisionnels annuels un mois, plus tard, avant le début de chaque années comprenant le budget de fonctionnement et le budget des travaux routiers (entretien, réhabilitation et construction) ;
- Les programmes pluriannuels d'action et d'investissement ;
- Le manuel de procédures ;
- Les rapports annuels d'activités du Directeur Général ;
- Les états financiers de l'agent comptable, au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, sur la base du rapport du commissaire aux comptes ou de l'auditeur des comptes ;
- L'organigramme de l'agence ;
- La grille des rémunérations ou l'accord collectif d'établissement du personnel de l'agence ;
- Le règlement intérieur.

Le Directeur général

L'AGEROUTE Sénégal est dirigée par un Directeur général nommé par décret sur proposition du Ministre chargé des routes.

Le Directeur général est assisté d'un Secrétaire général nommé par décret. Ce dernier le supplée en cas d'absence ou d'empêchement.

Le Directeur général de l'agence est investi du pouvoir de décision nécessaire à la marche de l'agence et veille à l'exécution des décisions prises par le conseil de surveillance et par les autorités de tutelle.

A ce titre, il est notamment chargé :

- De représenter l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile ;
- D'élaborer les programmes d'actions pluriannuels et les plans d'actions annuels ;
- De participer à la recherche des financements de toutes natures, nécessaires à la réalisation des missions de l'AGEROUTE Sénégal ;
- De préparer le budget et de l'exécuter en qualité d'ordonnateur ;
- D'établir et de soumettre à l'approbation du conseil de surveillance et du fonds routiers d'entretien autonome, en conformité avec le calendrier budgétaire de l'Etat, le programme triennal d'investissement publics (PTIP) de travaux routiers et le programme d'entretien routier annuel (PERA).
- D'assurer la réalisation des procédures de passation de marchés de l'agence et de conclure tous les marchés, contrats ou conventions, conformément aux dispositions réglementaires relatives à la passation des marchés en vigueur ;
- De soumettre au conseil de surveillance, au plus tard le 31 mars, l'état d'exécution du budget précédent, le rapport d'activités annuel et le rapport social ;
- De soumettre au conseil de surveillance pour examen et adoption dans les six mois suivant la fin de la gestion, les états financiers arrêtés par l'agent comptable ;
- De proposer l'organigramme de l'agence et de le soumettre pour adoption au conseil de surveillance ;
- De transmettre les rapports trimestriels relatifs à l'exécution du budget et de la trésorerie de l'agence dans les quinze jours suivants l'échéance, aux autorités chargées de la tutelle technique et de la tutelle financière ;
- De recruter, nommer, évaluer, licencier les membres du personnel suivant les dispositions du manuel de procédures et d'exercer sur eux l'autorité hiérarchique.

6.2. Contrôle de l'agence

Le commissaire des marchés nommé par le conseil de surveillance et dont les honoraires sont fixés par ledit conseil, a pour mandat de réviser les comptes, d'en vérifier les valeurs afin de certifier la régularité et la sincérité des états financiers ainsi que les informations financières contenues des rapports du Directeur Général.

Sur convocation du président du conseil de surveillance, le commissaire aux comptes présente son rapport au cours de la session du conseil consacrée à l'arrêté et à l'approbation des comptes annuels de l'agence.

L'AGEROUTE Sénégal est soumise à la vérification des organes des corps de contrôle de l'Etat, dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

6.3. Bilan des activités

L'exercice 2011 coïncide avec la deuxième année de mise en œuvre de la troisième lettre de politique sectorielle des transports (LPST) qui a été signée en fin décembre 2010 et qui couvre la période 2010 -2015.

Cette lettre de politique sectorielle de l'Etat du Sénégal en matière de transport a pour objectif principal de conduire à économie compétitive grâce à une amélioration des infrastructures susceptibles de soutenir efficacement les activités de production et les échanges avec les pays de la sous-région.

A cet effet, les objectifs à atteindre dans le sous-secteur routier sont les suivants :

Créer un environnement favorable au développement des infrastructures de transport ;

Contribuer à améliorer la mobilité urbaine et interurbaine ;

Améliorer l'accessibilité/la mobilité en milieu rural ;

Favoriser l'intégration sous régionale par le développement de corridors.

Les activités réalisées en 2011 par l'AGEROUTE s'inscrivent dans le cadre de l'exécution de la lettre de politique sectorielle pour le transport (LPST). L'exercice 2011 a été marqué par :

L'élaboration du plan quinquennal de développement des infrastructures (2010-2015) comprenant 80 projets structurant d'un montant global 2000 Milliards de FCFA. Ce plan a été présenté, aux partenaires techniques et financiers qui se sont engagés, lors de la table ronde sur le financement des infrastructures organisée le 23 mars 2011, à accompagner l'Etat du Sénégal dans la réalisation de ces projets ;

L'achèvement des projets parmi lesquels on peut citer, le corridor Dakar-Conakry, le pont de la Falémé, le pont Faidherbe, la boucle du blouf, etc..... ;

Le démarrage des grands projets urbains et interurbains (le projet de connectivité de l'autoroute à péage, Mako-Kédougou, etc....) qui permettront dans un court et moyen terme d'améliorer le niveau de service global du réseau et partant, de réduire les coûts de transport et faciliter les déplacements et les échanges, tant au niveau intérieur qu'avec les pays de la sous-région.

En outre, sur le plan financier, l'exécution du programme 2011 a été marquée par les difficultés de mobilisation des ressources du trésor et par les ponctions de certains crédits destinés aux projets routiers.

Ce rapport s'articule sur les points suivants :

Un bilan résumé de l'exercice 2011 ;

La situation d'exécution des grands travaux ;

La situation des études techniques de projets routiers et d'ouvrages d'arts ;

L'exécution du programme d'entretien ;

Et perspectives : vision stratégique et plan quinquennal 2010-2015.

Exécution budgétaire

La situation de l'exécution budgétaire se présente comme suit :

- Exécution des recettes

Sur des prévisions totales de 203 589 000 000 en 2011 (budget primitif de 304 426 565 000 FCFA auquel il convient de soustraire les prélèvements de 100 837 565 000 suite à des réaménagements et modifications), les réalisations s'élèvent à 152 282 802 274 FCFA, soit un taux de 74,8. Ce taux d'exécution s'explique par :

- Le retard noté dans le démarrage de certain grands projets (MCA, PATMUR, Linguère-Matam sur financement BID et FKDEA etc...) ;
- La suspension par le ministère de l'économie et des finances (MEF) du financement accordé par le BIDC pour les trois ponts de Matam après la signature de l'accord de prêt.

En outre, le taux de décaissement pour les bailleurs est faible comme la BADEA (5,5), le fonds OPEP (6,6). Ces deux bailleurs ont cofinancés avec l'Etat du Sénégal pour le lot1 des travaux de construction de la route Linguère-Matam. Des retards importants ont été notés dans la mise en place des crédits et ont entraîné des retards dans l'exécution des travaux. Les crédits relatifs aux budgets prévisionnels des projets devraient être entièrement disponibles au début des travaux.

Par contre, concernant les bailleurs tels que le Fonds Saoudien, la BAD, l'Union européenne, le Fonds Koweïtien, le taux d'exécution est satisfaisant. Pour ce qui concerne le PERA, le taux d'exécution des recettes se situe à 76%. Par ailleurs, la mobilisation de la contrepartie Etat dans les projets financés par les bailleurs a été satisfaisante avec un taux de 86,2%.

Les crédits mobilisés dans la BCI 2011 après ponction, s'élèvent à 62 663 000 000 FCFA.les ponctions opérés dans le cadre de la loi des finances rectificative (LFR) s'élèvent à 78 200 000 000 FCFA en 2011.

- Exécution des dépenses

Les montants exécutés en 2011 s'élèvent à 120 213 512 205 FCFA, soit un taux de 59,05. Les

dépenses de fonctionnement, l'appui institutionnel et les charges d'équipements se chiffrent à 3 387 384 008 FCFA, soit 2,82 tandis que les dépenses d'investissements ont été exécutées à hauteur de 116 826 128 197 FCFA sur une prévision de 200 140 000 000 F CFA et représente 97,18. Le taux d'exécution des dépenses effectuées dans le cadre du PERA, sur la base de l'ensemble des décomptes, se situe à 74,9%.

Situation financière

Au 31 décembre 2011, le montant des disponibilités dans la trésorerie (solde dans les banques, caisse siège et directions régionales et compte de dépôt) s'élève à 63 842 068 893 FCFA.

Toutefois, la situation financière fait apparaître des impayés d'un montant global de 30 571 170 397 FCFA répartis comme suit :

- Décompte PERA en instance : 12 449 173 084 FCFA
- Décompte en BCI en instance : 14 961 657 840 FCFA
- Décompte BCI en instance au trésor : 3 160 239 743 FCFA

Cette situation illustre les difficultés rencontrées par l'AGEROUTE pour la mobilisation des crédits alloués par l'Etat. Le plan de décaissement arrêté d'accord parties avec les services du Ministère de l'Economie et des Finances n'a pas été respecté à cause des problèmes de trésorerie de l'Etat.

6.4. Le dispositif des marchés publics au sein de l'AGEROUTE

6.4.1. La Commission des Marchés (CM)

La CM a été mise en place par une décision du DG n°016/AGEROUTE/DG/CPM du 21 janvier 2011. Elle comprend quatre 04 membres avec des suppléants et tous ont signé la charte de transparence et d'éthique (CTE).

6.4.2. La Cellule de Passation des marchés (CPM)

La liste des membres de la CPM a été actualisée le 02 mai 2011. Elle comprend six (06) membres et tous ont signé la charte de transparence et d'éthique (CTE).

6.4.3. Le Plan de Passation des Marchés (PPM)

Le PPM a été élaborée et publié sur le site des marchés publics.

6.4.4. L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM)

L'AGPM a été élaboré et publié dans le journal « Sud quotidien » du 31 décembre et 02 janvier 2011. Les mentions requises y figurent.

VII.AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

7.1. Audit de la passation des marchés

A-Audit des marchés passés par AO

Il s'agit des dix-huit (18) marchés passés par A O passés en revue pour l'exercice 2011 :

- 1) AO N°D/641/A2 relatif à des travaux pluriannuels d'entretien périodique des routes revêtues dans la région de SAINT-LOUIS attribué à CDE pour un montant de 12 113 334 828 FCFA TTC :**

L'appel d'offres a été indiqué dans le PPM 2010 et a été mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

Cinq (05) entreprises ont soumissionné. Il s'agit de :

• SGTI : 8 226 843 503 F TTC	après correction	8 231 739 954
F TTC		
• EIFFAGE Sénégal : 33 399 099 193 FTTC	après correction	9 737 885 100
FTTC		
• CDE : 12 130 029 468 FTTC	après correction	12 113 334 828
F TTC		
• SOTRACOM : 15 232 785 914 FTTC	après correction	15 257 592 464
F TTC		
• CSE 14 860 350 476 FTTC	après correction	14 885 939 420
F TTC		

La revue du dossier d'appel d'offres (DAO) montre qu'il est relativement conforme et contient les pièces essentielles : les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses Administratives générales, les Données Particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses Administratives générales et particulières, le Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché. Le délai accordé pour le dépôt des offres est de 30 jours.

Il y'a eu un retard de 30mn entre l'heure limite de dépôt des offres et l'heure d'ouverture des plis alors que l'article 67 du décret portant code des marchés publics qui stipule que « les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la commission des marchés compétente à la date et à l'heure limite de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence ou à la date spécifiée en cas de report ».

Le rapport d'évaluation a été établi 4 mois après l'ouverture des plis. Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés à l'évaluation. Le candidat évalué moins disant a, chaque fois, été choisi après l'application des critères de qualification. L'attributaire désigné le 29 avril 2011 par la CM est l'entreprise CDE évaluée moins disant. L'attribution a fait l'objet de publication.

L'offre de Eiffage a été jugée irrecevable car le conducteur des travaux proposé à 5 ans d'expérience au lieu des dix requis dans les critères de qualification.

Le contrat a été souscrit le 27 mai 2011 et approuvé le 01 juillet 2011. Il a été notifié le 04 juillet 2011.

L'AGEROUTE n'a pas requis les services d'un bureau de contrôle indépendant pour le suivi des travaux ;

Conclusion :

La procédure de passation et d'exécution des marchés peut être considérée comme assez satisfaisante.

- le marché est inscrit dans le PPM 2010 ;
 - le retard de 30 min entre l'heure limite de dépôt des offres et l'heure d'ouverture des plis est dû au fait que trois appels d'offres étaient programmés à la séance d'ouverture des plis du 09/12/2010 ;
 - le retard dans l'élaboration du rapport (4 mois) est dû aux multiples échanges du 02 février 2011 au 22 avril 2011 qu'il y a eus avec la DCMP avant leur avis de non objection (ANO) ;
 - l'offre de SGTI est disponible ;
 - réception provisoire prononcée le 12 octobre 2012. Il s'agit de réception partielle. En effet, l'ordre de service n°60 dont vous faites allusion et qui prend effet à compter du 18 juillet 2011 a été notifié pour 36 mois. Les travaux sont donc en cours. En conséquence il n'y a pas de retard et donc pas de pénalités. (Voir OS n°60 en Annexe 1)
- (voir documents Annexe 1)**

2) AO N°D/641/A2 relatif à des travaux d'éclairage public moderne dans la ville de Touba attribué à LES 580 381 043 FCFA TTC

L'appel d'offres a été indiqué dans le PPM et mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

Sept (07) entreprises ont soumissionné :

- SLS : offre de base 597 743 094 F TTC
Variante 1 187 991 325 F TTC
- GENITEC : offre de base 1 230 519 630 F TTC
Variante 1 042 824 159 F TTC
- EIFFAGE : offre 1 254 124 000 F TTC
- LSE : offre 580 381 871 F TTC

• ETM :	offre de base	475 199 197 F TTC
Variante		1 000 286 000 F TTC
• Touba OCCR		655 124 950 H TVA
• ERT :	offre de base	624 785 627 TTC
Variante		1 494 670 600 TTC

La revue du dossier d'appel d'offres (DAO) montre qu'il est relativement conforme et contient les pièces essentielles : les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses Administratives générales, les Données Particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses Administratives générales et particulières, le Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché. Le délai accordé pour le dépôt des offres est de 36 jours.

La date limite de dépôt des offres est le 31 mars 2011 et la date d'ouverture des plis le 03 mai 2011. Il y'a eu un retard de plus de 30 jours alors que l'article 67 du décret portant code des marchés publics stipule que « les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la commission des marchés compétente à la date et à l'heure limite de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence ou à la date spécifiée en cas de report ».

Le rapport d'évaluation a été établi le 19 septembre 2011 soit 4 mois 15 jours après l'ouverture des plis. Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés à l'évaluation. Le candidat évalué moins disant a chaque fois, été choisi après l'application des critères de qualification. L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le quotidien « SOLEIL » du 20 septembre 2011 et l'attribution définitive dans le « SOLEIL » du 24 et 25 décembre 2011.

L'offre d'ETM n'a pas satisfait à l'essentiel des critères de qualification du DAO selon la commission des marchés. Cependant elle n'a pas été mise à notre disposition.

Le contrat a été souscrit le 12 octobre 2011 et approuvé le 31 octobre 2011. Il a été notifié le 03 novembre 2011.

Conclusion :

La procédure de passation et d'exécution des marchés peut être considérée comme moyennement satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 31/03/2011

Date d'ouverture des plis : 03/05/2011

- **au lieu de** « la date limite de dépôt des offres est le 31 mars 2011 » **lire :** « la date de lancement est le 31 mars 2011 »;

- le retard dans l'élaboration du rapport (4 mois 15 jours) est dû aux multiples échanges qu'il y'a eu avec la DCMP avant leur ANO sur ce rapport d'évaluation ;

- le contrat a été approuvé le **31 octobre 2011** et notifié le **03 novembre 2011**.

(Voir documents Annexe 2)

Appréciation du Cabinet :

La conclusion est maintenue.

3) AO N°D/635/A2 relatif à des travaux pluriannuels d'entretien périodique des routes revêtues dans la région Matam

L'appel d'offres a été indiqué dans le PPM 2010 mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

La revue du DAO montre qu'il est relativement conforme et contient les pièces essentielles : les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses Administratives générales, les Données Particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses Administratives générales et particulières, le Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché.

03 entreprises ont déposé une offre :

- EIFFAGE Sénégal : 5 479 769 951 FTTC
- CDE : 3 473 994 458 FTTC
- CSE : 4 256 191 578 FTTC

Le marché a été attribué au soumissionnaire ayant proposé l'offre la moins disant.

L'heure limite de dépôt des offres a coïncidé avec l'heure d'ouverture des plis. Absence de preuve de la transmission des PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires.

Le rapport d'évaluation a été établi 54 jours après l'ouverture des plis.

Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés à l'évaluation. Le candidat évalué moins disant a, chaque fois, été choisi après l'application des critères de qualification.

L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le « Quotidien » du 16 mars 2011 et l'attribution définitive dans le « SOLEIL » du 03 juin 2011.

Le contrat a été souscrit le 26 avril 2011 et approuvé le 23 mai 2011. Il a été notifié le 26 mai 2011.

Conclusion :

Il ressort de la vérification que la procédure de passation a été satisfaisante mais celle relative à l'exécution du marché ne l'a pas été.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 02/11/2010

Date d'ouverture des plis : 09/12/2010

- le marché est inscrit dans le PPM 2010 ;
- les preuves de transmission des PV d'ouverture des plis sont disponibles : voir décharges sur PV d'ouverture des plis;
- réception provisoire prononcée le 06 décembre 2012. Il s'agit de réception partielle. En effet, l'ordre de service n°49 dont vous faites allusion et qui prend effet à compter du 10 juin 2011 a été notifié pour 36 mois. Les travaux sont donc en cours. En conséquence il n'y a pas de retard et donc pas de pénalités. (Voir OS n°49 en Annexe 2)

(Voir documents Annexe 3)

Appréciation du cabinet :

La procédure de passation et d'exécution du marché a été satisfaisante.

4) M T1215/11 relatif à des travaux d'entretien de réparation et ou de construction d'ouvrages hydrauliques dans la région de Dakar attribué à GENITE pour un montant marché 98 591 299 F TTC

L'appel d'offres a été indiqué dans le PPM et mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

Deux (02) entreprises ont soumissionné :

- GENITE : 98 591 299 F TTC
- SENTHRAS : 125 604 309 F TTC

Le marché a été attribué au soumissionnaire ayant proposé l'offre la moins disant.

La revue du dossier d'appel d'offres (DAO) montre qu'il est relativement conforme et contient les pièces essentielles : les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses Administratives générales, les Données Particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses Administratives générales et particulières, le Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché. Le délai accordé pour le dépôt des offres est de 30 jours.

Il y'a eu un retard de 30mn entre l'heure limite de dépôt des offres et l'heure d'ouverture des plis alors que l'article 67 du décret portant code des marchés publics stipule que « les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la commission des marchés compétente à la date et à l'heure limite de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence ou à la date spécifiée en cas de report ».

Le rapport d'évaluation a été établi 54 jours après l'ouverture des plis. Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés à l'évaluation. Le candidat moins disant a été choisi après l'application des critères de qualification.

L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le « Quotidien » du 16 et 17 juillet 2011 et l'attribution définitive dans le « PAYS » du 21 décembre 2011.

Le contrat a été souscrit le 24 août 2011 et approuvé le 24 octobre 2011. Il a été notifié le 10 novembre 2011.

Conclusion :

En dehors du décalage noté entre l'heure de dépôt et l'heure d'ouverture, la procédure de passation et d'exécution des marchés peut être considérée comme assez satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 23/03/2011

Date d'ouverture des plis : 28/04/2011

- le retard de 30 min entre l'heure limite de dépôt des offres et l'heure d'ouverture des plis est dû au fait que Cinq appels d'offres étaient programmés à la séance d'ouverture des plis du 28/04/2011 ;
- la pré réception provisoire attestant de la fin des travaux a été prononcée le 05 avril 2012 et la réception provisoire le 11 avril 2012. En conséquence il n'y a pas de retard dans l'exécution des travaux et donc pas de pénalités.

(Voir documents Annexe 4)

Appréciation du cabinet

En dehors du décalage noté entre l'heure limite de dépôt et l'heure d'ouverture, la procédure de passation peut être considérée comme assez satisfaisante et celle d'exécution satisfaisante.

5) M N°T1030/11 relatif à des travaux d'entretien de la voirie de Keur Massar attribué à CDE montant 4 061 307 681 F TTC

L'appel d'offres a été indiqué dans PPM.

La revue du dossier d'appel d'offres (DAO) montre qu'il est relativement conforme et contient les pièces essentielles : les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses Administratives générales, les Données Particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses Administratives générales et particulières, le Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché.

Il y'a eu un retard de 30 mn entre l'heure limite de dépôt des offres et l'heure d'ouverture des plis alors que l'article 67 du décret portant code des marchés publics stipule que « les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la commission des marchés compétente à la date et à l'heure limite de dépôt des offres

précisées dans le dossier d'appel à la concurrence ou à la date spécifiée en cas de report».

Trois entreprises ont soumissionné. Il s'agit de :

- Groupement TREBISA/C19 : 4 034 093 140 F CFA TTC
- CDE: 4 061 307 681 F TTC
- SINCO SPA: 5 389 947 815 F TTC

Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés à l'évaluation. Le candidat évalué moins disant a, chaque fois, été choisi après l'application des critères de qualification.

L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le « Quotidien » du 18 mai 2011.

L'offre du Groupement TREBISA/C19 financièrement moins disant n'a pas été retenue. Elle a été jugée irrecevable parce que le chiffre d'affaires et les références présentés concernent la maison mère basée à Principauté d'Andorre. Cependant l'entreprise TREBISA a introduit un recours gracieux auprès de l'AGEROUTE par lettre N°DG/RAF/PK/0164/2011 du 19 mai 2011 dans laquelle elle demande à être édifiée sur les motifs de son élimination. A la même date elle a envoyé une lettre (N°DG/RAF/0165/2011) au comité de règlement des différends de l'ARMP pour dénoncer la décision d'attribution qu'elle juge injuste.

L'ARMP décide la suspension de la procédure de passation du marché jusqu'au prononcé de la décision de la commission Litiges du comité de règlement des différends par DECISION N°066/11/ARMP/CRD du 25 mai 2011.

Par DECISION N°089/11/ARMP/CRD du 08 juin 2011, l'ARMP :

- Déclare recevable la requête introduite par le groupement Trebisa/C19 ;
- Constate que Trebisa West Africa, chef de file du groupement, a une existence juridique propre qui ne peut se confondre à celle de sa société mère ; qu'à cet égard,
- Dit qu'elle ne peut réclamer en son compte, les réalisations physiques, les états financiers certifiés des cinq dernières années ainsi que le chiffre d'affaires de la société TREBISA, maison mère, ayant son siège social à Principauté d'Andorre ; par conséquent,
- Constate que le groupement Trebisa/C19 n'a pas rempli les critères de qualification exigés sur l'expérience, le chiffre d'affaires et les états financiers ;
- Dit que le rejet de l'offre du groupement par la commission des marchés est fondé ;
- Ordonne la continuation de la procédure ;

L'attribution définitive a fait l'objet de publication dans le « SOLEIL » du 21 décembre 2011.

Le contrat a été souscrit le 18 juillet 2011 et approuvé le 04 octobre 2011. Il a été notifié le 26 septembre 2011.

L'AGEROUTE n'a pas requis les services d'un bureau de contrôle indépendant pour le suivi des travaux ;

Conclusion :

En dehors du décalage noté entre l'heure de dépôt et l'heure d'ouverture, la procédure de passation et d'exécution des marchés peut être considérée comme globalement satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 13/01/2011

Date d'ouverture des plis : 15/02/2011

- le retard de 30 min entre l'heure limite de dépôt des offres et l'heure d'ouverture des plis est dû au fait que Deux appels d'offres étaient programmés à la séance d'ouverture des plis du 15/02/2011 ;
- le contrat a été approuvé le **26 septembre 2011** et notifié le **04 octobre 2011**.
- il y a eu un contrôle pour la période du 14 avril 2011 au 14 janvier 2012 par le Consultant **GEOMAPS**. (Voir contrat n°CC2/0318/AGR pour la maîtrise d'œuvre du PERA de Dakar)
(Voir documents Annexe 5)

Appréciation du cabinet :

La conclusion est maintenue.

- 6) **MN°T0636/11** relatif à des travaux pluriannuels d'entretien périodique des routes revêtues dans la région de Dakar Groupement HENAN CHINE/SOGECLot1 :17 498 238 961Lot 2: 27 547 828 690

L'appel d'offres a été indiqué dans le PPM et mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

La revue du dossier d'appel d'offres (DAO) montre qu'il est relativement conforme et contient les pièces essentielles : les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses Administratives générales, les Données Particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses Administratives générales et particulières, le Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché.

Cinq (05) entreprises ont soumissionné :

- Eiffage : lot 1 : 24 025 226 688 F TTC

Lot 2: 31 653 144 643 F TTC

- CDE: Lot 1: 22 978 750 340 F TTC
Lot 2: 30 275 728 894 F TTC
- CSE: Lot 1: 20 890 031 275 F TTC
Lot 2: 27 547 828 690 F TTC
- HENAN CHINE/SOGEC Lot 1: 17 498 238 961 F TTC
- TREBISA/C19: Lot 1: 10 703 496 982 F TTC
Lot 2: 12 450 355 560 F TTC

Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés à l'évaluation. Le candidat évalué moins disant a, chaque fois, été choisi après l'application des critères de qualification.

L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le quotidien « L'AS » du 10 mai 2011 ;

L'attribution du lot 2 a été annulée pour absence de crédit. Cependant il n'y a aucune preuve que les soumissionnaires du lot 2 ont été informés de son classement sans suite ;

L'offre du Groupement TREBISA/C19 financièrement moins disant n'a pas été retenue. Elle a été jugée irrecevable parce que le chiffre d'affaires et les références présentés concernent la maison mère basée à Principauté d'Andorre. Cependant l'entreprise TREBISA a introduit un recours auprès du comité de règlement des différends de l'ARMP pour dénoncer la décision d'attribution qu'elle juge injuste.

L'ARMP décide la suspension de la procédure de passation du marché jusqu'au prononcé de la décision de la commission Litiges du comité de règlement des différends par DECISION N°066/11/ARMP/CRD du 25 mai 2011.

Par DECISION N°088/11/ARMP/CRD du 08 juin 2011, l'ARMP :

- Déclare recevable la requête introduite par le groupement Trebisa/C19 ;
- Constate que Trebisa West Africa, chef de file du groupement, a une existence juridique propre qui ne peut se confondre à celle de sa société mère ; qu'à cet égard,
- Dit qu'elle ne peut réclamer en son compte, les réalisations physiques, les états financiers certifiés des cinq dernières années ainsi que le chiffre d'affaires de la société TREBISA, maison mère, ayant son siège social à Principauté d'Andorre ; par conséquent,
- Constate que le groupement Trebisa/C19 n'a pas rempli les critères de qualification exigés sur l'expérience, le chiffre d'affaires et les états financiers ;
- Dit que le rejet de l'offre du groupement par la commission des marchés est fondé ;
- Ordonne la continuation de la procédure ;

L'attribution définitive a fait l'objet de publication dans le « SOLEIL » du 11 juillet 2011.

Le contrat a été souscrit le 14 juin 2011 et approuvé le 01 juillet 2011. Il a été notifié le 05 juillet 2011.

L'AGEROUTE n'a pas requis les services d'un bureau de contrôle indépendant pour le suivi des travaux ;

Conclusion :

Il ressort de la vérification de l'appel d'offres que la procédure de passation et d'exécution du marché a été globalement satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 07/01/2011

Date d'ouverture des plis : 08/02/2011

- l'attribution du lot2 est **suspendue et non annulée**. Les soumissionnaires du lot2 ont été informés que leur offre n'a pas été retenue.
- il y a eu un contrôle pour la période du 14 avril 2011 au 14 janvier 2012 par le Consultant **GEOMAPS**. (Voir contrat n°CC2/0318/AGR pour la maîtrise d'œuvre du PERA de Dakar)

(Voir documents Annexe 6)

Appréciation du cabinet :

La conclusion est maintenue.

- 7) M N°0615/11 relatif à des travaux de construction d'un mur de clôture pour la protection des emprises le long de la RN1 : Niveau FORAIL attribué à DETRACO montant 73 260 182 F CFA TTC**

L'appel d'offres a été indiqué dans le PPM et mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

La revue du dossier d'appel d'offres (DAO) montre qu'il est relativement conforme et contient les pièces essentielles : les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses Administratives générales, les Données Particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses Administratives générales et particulières, le Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché. Le délai accordé pour le dépôt des offres est de 38 jours.

La date limite de dépôt des offres est le 28 mars 2011 et la date d'ouverture des plis le 29 mars 2011. Donc il y'a eu un(01) jour de décalage alors que l'article 67 du décret portant code des marchés publics stipule que « les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la commission des marchés compétente à la date et à l'heure limite de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence ou à la date spécifiée en cas de report ».

Cinq (05) offres ont été reçues. Il s'agit de :

- DETRACO : 73 260 182 F TTC avant et après correction
- EKK : 64 497 248 F TTC après correction 75 867 923 F TTC
- Africa Synergie : 96 286 466 F TTC avant et après correction
- Consortium des 19 : 101 170 722 F TTC avant et après correction
- SENTHRAS : 101 332 447 F TTC avant et après correction

L'offre la moins disant après correction a été retenue.

Le rapport d'évaluation a été établi le 19 avril 2011. Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés à l'évaluation.

L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le « Quotidien » du 29 avril 2011 ;

L'attribution définitive n'a pas été publiée en violation de l'article 85 du décret portant code des marchés publics qui stipule que « dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive ».

Le contrat a été souscrit le 18 mai 2011 et approuvé le 27 juin 2011. Il a été notifié le 05 juillet 2011.

Le délai d'exécution prévu est de trois (03) mois. Le démarrage des travaux a eu lieu 15 jours après la notification (14 juillet 2011) de l'ordre de service N°61/DG/DGER/AGEROUTE/11. Cependant, suite à l'opposition des populations de SICAP MBOA ayant entraîné une démolition de pans construits, le titulaire du marché DETRACO a été invité à suspendre les travaux en attendant l'approbation d'un avenant par ordre de service N°78/DG/DGER/AGR/11. La notification de la reprise n'a pas été mise à notre disposition.

Conclusion :

Il ressort de la vérification de l'appel d'offres que la procédure de passation et d'exécution du marché a été assez satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 21/02/2011

Date d'ouverture des plis : 28/03/2011

- la date limite de dépôt des offres est le 28 mars 2011 et l'ouverture des plis a eu lieu le 29 mars 2011 du fait que les séances d'ouvertures des plis sont prévues uniquement les mardi et jeudi à l'AGEROUTE. Il s'agissait donc d'une erreur de date qui a été communiquée à tous les soumissionnaires qui ont accepté. Ainsi tous ceux qui ont acheté le DAO ont déposé leur offre et participé à l'ouverture des plis»;

- le contrat a été approuvé le **27 juin 2011** et notifié le **05 juillet 2011** ;
- la domiciliation bancaire est bien précisée dans le contrat et porte le n° est : SN048 01001 000101978 401 04 de la CNCAS (Voir contrat n°T0615/11)
- les travaux ont été détruits par les populations et l'avenant établi pour la poursuite des travaux est approuvé ; la reprise des travaux sera prononcée par les autorités locales dans les meilleurs délais.
(Voir documents Annexe 7)

Appréciation du cabinet :

La conclusion est maintenue.

8) M N°T0406/11 relatif à des travaux pluriannuels d'entretien périodique des routes revêtues dans les régions de THIES et DIOURBEL attribué HENAN CHINE/SOTRACOM montant 26 451 299 870 FTTC

L'appel d'offres a été indiqué dans le PPM et mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

La revue du dossier d'appel d'offres (DAO) montre qu'il est relativement conforme et contient les pièces essentielles : les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses Administratives générales, les Données Particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses Administratives générales et particulières, le Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché.

Deux offres ont été reçues. Il s'agit de :

- SOGEC : 23 902 470 403 F TTC
- Groupement HENAN Chine/SOTRACOM : 26 451 299 870 F TTC

Le marché n'a pas été attribué au moins disant. L'offre de SOGEC a été jugée irrecevable parce que n'ayant pas satisfait aux critères de qualification du DAO (le chiffre d'affaires moyen annuel au cours des trois dernières années est inférieur à la valeur seuil requise ; expérience travaux similaires non satisfaisante ; personnel non qualifié et matériel insuffisant).

Le rapport d'évaluation a été établi le 28 décembre 2010. Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés à l'évaluation.

L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le « Quotidien » du 18 février 2011.

Le contrat a été souscrit le 23 mars 2011 et approuvé le 13 mai 2011. Il a été notifié le 18 mai 2011.

Le délai prévu dans le contrat pour l'exécution des travaux est de neuf (09) mois par programme. Le démarrage des travaux a eu lieu 15 jours après la date de notification (24

mai 2011) de l'ordre de service N°45/DG/DGER/AGEROUTE/11. La réception provisoire a été faite le 23 décembre 2011.

L'AGEROUTE n'a pas requis les services d'un bureau de contrôle indépendant pour le suivi des travaux ;

Conclusion :

Il ressort de la vérification de l'appel d'offres que la procédure de passation et d'exécution du marché a été moyennement satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 29/10/2010

Date d'ouverture des plis : 07/02/2010

Appréciation du cabinet :

La procédure de passation et d'exécution du marché a été satisfaisante.

9) N°C/0346/AGR relatif au traitement, stockage et à la gestion des archives de l'AGEROUTE attribué ENGA montant Lot 1 : 14 681 000 F TTC Lot 2 : 15 505 200 F TTC

L'appel d'offres a été indiqué dans le PPM mais n'a pas été mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

Les deux lots sur la base desquels l'adjudication a été faite, n'ont pas été précisés dans l'avis d'appel d'offres publié dans le « Quotidien » du 7 juin 2011.

Trois offres ont été reçues :

- MSA: lot 1: 6 938 400 F TTC
Lot 2: 22 656 000 F TTC
- ENGA: lot 1: 14 691 000 F TTC
Lot 2: 15 505 200 F TTC
- BERSI : lot 1 : 12 862 000 F TTC
Lot 2: 16 992 000 F TTC

Le rapport d'évaluation a été établi le 23 août 2011. Seule l'offre de ENGA a été jugée recevable. MSA et BERSI n'ont pas fourni de garantie de soumission.

L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le « Soleil » du 8 septembre 2011.

Le contrat a été souscrit le 22 septembre 2011 et approuvé le 22 septembre 2011. Il a été notifié le 05 octobre 2011.

L'avis d'attribution définitive n'a pas été publié en violation de l'article 85 du décret portant code des marchés publics qui stipule que « dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive » ;

Un document attestant la réception des travaux ou le service fait n'a été mis à notre disposition.

Conclusion :

Il ressort de la vérification de l'appel d'offres que la procédure de passation et d'exécution du marché a été peu satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 07/06/2011

Date d'ouverture des plis: 12/07/2011

- le marché est inscrit dans le PPM 2011 ;

- le DAO est disponible ;

- l'avis d'appel d'offres ne comporte aucun allotissement. C'est simplement au niveau du programme d'activités, du fait qu'il s'agit d'un marché de service, que la consistance des prestations a été présentée. Ainsi il a été précisé qu'il s'agira de procéder d'abord par un traitement du passif et du fonds documentaire et enlèvement et ensuite stockage et gestion externalisée des archives pendant deux ans. Au vu de cette précision, la première phase devant se faire en quatre (4) semaines et la deuxième en deux ans, les offres financières ont été présentées de la même façon soit une offre financière pour les quatre semaines et une autre pour la durée des deux ans payable par bimestre; cette procédure renvoie évidemment à la notion d'allotissement alors qu'il n'en est pas ;.

- le contrat est un contrat de service passé pour une période d'un an renouvelable une fois sans dépasser deux ans. **Il est donc encore en cours.**

(voir documents Annexe 9)

Appréciation du cabinet :

La procédure de passation et d'exécution du marché a été assez satisfaisante.

10) N°TA1/692/AGR relatif à des travaux généraux sur le réseau routier classé des régions de ZIGUINCHOR, KOLDA et SEDHIOU attribué à GIE PHONDACE montant 24 683 388 F TTC.

L'appel d'offres a été indiqué dans le PPM de 2010 et mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

La revue du dossier d'appel d'offres (DAO) montre qu'il est relativement conforme et contient les pièces essentielles : les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses Administratives générales, les Données Particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses Administratives générales et particulières, le Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché.

Huit offres ont été reçues.

On note un décalage entre l'heure limite de dépôt des offres 10H30 et l'heure d'ouverture des plis 13H 15 alors que l'article 67 du décret portant code des marchés publics stipule que « les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la commission des marchés compétente à la date et à l'heure limite de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence ou à la date spécifiée en cas de report ».

Délai anormalement long entre l'ouverture des plis 26 octobre 2010 et l'approbation du rapport Le 21 février 2011 soit 3 mois 25 jours de décalage.

Le lot 1 a été attribué à l'entreprise SCTT (2nd moins disant), l'offre moins disant n'a pas satisfait pour l'essentiel aux critères de conformité établis dans le DAO; Le lot 2 a été attribué au GIE PHONDACE (classé 3eme) et le lot 3 au GIE PHONDACE (classé 2eme).

L'attribution provisoire n'a pas été publiée en violation des dispositions de l'article 83 du décret portant code des marchés publics qui stipule que « dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution, l'autorité contractante avise immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres, leur restitue les garanties de soumission et publie un avis d'attribution provisoire »;

L'avis d'attribution définitive n'a pas été publié en violation de l'article 85 du décret portant code des marchés publics qui stipule que « dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive ».

Le contrat a été souscrit le 15 septembre 2011 et approuvé le 15 septembre 2011. Il a été notifié le 21 septembre 2011.

Conclusion :

Il ressort de la vérification de l'appel d'offres que la procédure de passation et d'exécution du marché a été moyennement satisfaisante

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 23/09/2010

Date d'ouverture des plis: 26/10/2010

- le marché est inscrit dans le PPM 2010 ;

- le décalage entre l'heure limite de dépôt des offres 26/10/2010 à 10h 30 et l'heure d'ouverture des plis 13h 15 est dû au fait que deux (02) appels d'offres étaient programmés à la séance d'ouverture des plis du 26/10/2010 ;

- le retard dans l'élaboration du rapport (3 mois 25 jours) est dû au fait qu'il y'avait eu une suspension dans la procédure d'évaluation, le financement y relatif ayant été ponctionné.

Et c'est seulement après réaménagement du budget 2011 qu'il y a eu approbation du rapport d'évaluation des offres par la Commission des Marchés (CM) de l'AGEROUTE;

- les lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus sont disponibles ;

- - les documents d'exécution sont disponibles : OS de démarrage, décompte n°1 et PV de réception (voir ci-joints en Annexe 10)

(voir documents Annexe 10)

Appréciation du cabinet :

La conclusion est maintenue

11) M N°T0166/12 relatif à des travaux de construction de l'autoroute « AIBD-MBOUR/THIES attribué CHINA INTERNATIONAL WATER/ELECTRIC CORPORATION (CWE) lot 1 tranche ferme montant 44 806 395 667 FCFA

L'appel d'offres a été indiqué dans le PPM et mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

La revue du dossier d'appel d'offres (DAO) montre qu'il est relativement conforme et contient les pièces essentielles : les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses Administratives générales, les Données Particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses Administratives générales et particulières, le Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché. Neuf offres ont été reçues .L'offre de l'entreprise CHINA INTERNATIONAL WATER/ELECTRIC CORPORATION a été retenue.

Le rapport d'évaluation a été établi le 02 juillet 2011.Des critères d'évaluation non prévus au DAO n'ont pas été utilisés à l'évaluation.

L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le « PAYS » du 13 octobre 2011.

L'avis d'attribution définitive a été publié le 17/02/2012 dans le journal 'le Pays'

Le contrat a été souscrit le 20 décembre 2011 et approuvé le 27 janvier 2011. Il a été notifié le 01 février 2011.

Le délai contractuel est de 18 mois. L'attributaire a été invité à démarrer les travaux du lot 1 objet de la tranche ferme, 30 jours après la date de notification (17 janvier 2013) de l'ordre de service N°223/DGTOA/AGR qui annule et remplace les ordres de service N°178/DGTOA/AGR et 188/DGTOA/AGR notifiés respectivement les 30 avril 2012 et 6 juillet 2012.

Conclusion :

Il ressort de la vérification de l'appel d'offres que la procédure de passation et d'exécution du marché a été assez satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 28/03/2011

Date d'ouverture des plis : 17/05/2011

- l'avis d'attribution définitive a été publié le 17/02/2012 dans le journal 'le Pays'

(Voir documents Annexe 11)

Appréciation du cabinet :

La procédure de passation et d'exécution du marché a été globalement satisfaisante.

12) M T0384/12 relatif à des travaux d'entretien, de réparation et de construction d'ouvrages hydrauliques dans les régions de Saint-Louis, Louga et Matam attribué à SENTHRAS pour un montant de 138 327 400 FCFA

L'appel d'offres a été indiqué dans le PPM et mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

La revue du dossier d'appel d'offres (DAO) montre qu'il est relativement conforme et contient les pièces essentielles : les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses Administratives générales, les Données Particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses Administratives générales et particulières, le Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché.

Six entreprises ont déposé une offre

- DETRACO: Lot 1: 178 056 100 FTTC
Lot 2: 115 779 240 FTTC
- SENTHRAS: Lot 1: 271 061 181 FTTC
Lot 2: 138 327 471 FTTC
- NSMTP: Lot 1: 222 369 230 F TTC
Lot 2: 142 776 578 F TTC
- BILCO/GIE PHONDACE: lot 1: 300 509 038 FTTC
Lot 2: 161 959 701 FTTC
- TRGC : Lot 1: 161 250 844 FTTC
Lot 2: 114 236 056 FTTC

- DG TRAVAUX : Lot 1: 309 126 960 FTTC
Lot 2: 225 136 920 FTTC

Un délai anormalement long a été observé entre l'ouverture des plis (31 mai 2011) et l'approbation du rapport intervenue le 15 septembre soit avec plus de 3 mois de décalage.

L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le « PAYS » du 20 novembre 2011.

Le lot 1 a été attribué au second moins disant (DETRACO). L'offre de TRGC moins disant a été jugée non-conforme parce que l'entreprise n'a pas satisfait pour l'essentiel aux critères de qualification du DAO (personnel non-conforme : les CV proposés contiennent des informations erronées).

Le lot 2 a été attribué au troisième moins disant (SENTHRAS). L'offre de TRGC moins disant a été jugée non-conforme parce que l'entreprise n'a pas satisfait pour l'essentiel aux critères de qualification du DAO (personnel non-conforme : les CV proposés contiennent des informations erronées). DETRACO (second moins disant) ne peut être attributaire que d'un seul lot.

L'avis d'attribution définitive n'a pas été publié, en violation de l'article 85 du décret portant code des marchés publics qui stipule que « dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive ».

Le contrat a été souscrit le 27 février 2011 et approuvé le 09 mars 2011. Il a été notifié le 27 mars 2011.

Les documents relatifs au paiement n'ont pas été mis à notre disposition.

Conclusion :

Il ressort de la vérification de l'appel d'offres que la procédure de passation et d'exécution du marché a été assez satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 29/04/2011

Date d'ouverture des plis: 31/05/2011

- le retard dans l'élaboration du rapport d'analyse des offres pour les OA de SL (3 mois) est dû au fait qu'il y'avait eu une suspension dans la procédure d'évaluation, le financement y relatif ayant été ponctionné. Et c'est seulement après réaménagement du budget 2011 qu'il y' a eu approbation du rapport d'évaluation des offres par la Commission des Marchés (CM) de l'AGEROUTE;

- le marché est en cours d'exécution et il n y a pas de paiement à ce jour.

Appréciation du cabinet :

La conclusion est maintenue.

13) M TA3/678/AGR relatif à des travaux d'entretien de réparation et/ou de construction d'ouvrages hydrauliques dans la région de DAKAR attribué à 6 C CONSEIL pour un montant de 39 838 792 FCFA

L'appel d'offres a été indiqué dans le PPM et mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

La revue du dossier d'appel d'offres (DAO) montre qu'il est relativement conforme et contient les pièces essentielles : les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses Administratives générales, les Données Particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses Administratives générales et particulières, le Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché. Délai accordé pour le dépôt des offres 30 jours.

Huit entreprises ont déposé une offre. IL s'agit de :

- 6 C CONSEIL 39 838 792 FCFA
- OMNIBAT 47 531 580 FCFA
- SENTHRAS 48 277 104 FCFA
- SEPS 49 103 340 FCFA
- BDTP SUARL 65 761 315 FCFA
- ETTP.BAT SARL 76 520 168 FCFA

- NSMTP 90 699 992 FCFA
- C19 96 490 960 FCFA

Un délai anormalement long entre l'ouverture des plis 27 janvier 2011 et l'approbation du rapport intervenue le 09 mai 2011 soit avec plus de 4 mois de décalage. Le marché a été attribué au candidat ayant soumis l'offre la moins disant (6C CONSEIL).

L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le « Quotidien » du 1^{er} juillet 2011.

L'avis d'attribution définitive n'a pas été publié en violation de l'article 85 du décret portant code des marchés publics qui stipule que « dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive » ;

Le contrat a été souscrit le 22 juillet 2011 et approuvé le 22 juillet 2011. Il a été notifié le 04 aout 2011.

L'AGEROUTE n'a pas requis les services d'un bureau de contrôle indépendant pour le suivi des travaux ;

Les paiements ont été faits conformément aux clauses contractuelles.

Conclusion :

Il ressort de la vérification de l'appel d'offres que la procédure de passation et d'exécution du marché a été peu satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 27/12/2010

Date d'ouverture des plis: 27/01/2011

- le retard dans l'élaboration du rapport d'analyse des offres (4 mois) est dû au fait qu'il y'avait eu une suspension dans la procédure d'évaluation, le financement y relatif ayant été ponctionné. Et c'est seulement après réaménagement du budget 2011 qu'il y a eu approbation du rapport d'évaluation des offres par la Commission des Marchés (CM) de l'AGEROUTE.

Appréciation du cabinet :

La conclusion est maintenue

14) Avenant N°1 au marché T/0437/10 du 22 juin 2010 relatif à des travaux d'entretien périodique des routes revêtues dans la région de Thiès montant 230 734 757 F TTC

Attributaire du marché : SOTRACOM

Montant marché initial : 1 486 494 644 F CFA TTC

Il a pour objet :

- La prise en charge des modifications techniques apportées au marché de base, suite à l'élaboration du projet d'exécution ;
- La prise en charge des coûts relatifs aux quantités supplémentaires telles qu'il ressort du devis final des travaux ;
- La prise en compte du délai supplémentaire de deux mois accordé à l'entreprise pour l'exécution du présent avenant.

Le montant de l'avenant est égal à 16% du montant du marché initial.

L'avenant a été souscrit le 13 mai 2011 et approuvé 16 juin 2011. Il a été notifié le 30 mai 2011.

Il a été noté l'absence de PV de réception pour l'avenant.

Conclusion :

Il ressort de la vérification de l'appel d'offres que la procédure de passation et d'exécution du marché a été globalement satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

- le PV de réception des travaux de l'avenant n°1 et du marché de base est disponible ;

(Voir document Annexe 14)

Appréciation du cabinet :

La conclusion est maintenue.

15) M T0407/11 relatif à des travaux pluriannuels d'entretien périodique des routes revêtues. Région de Fatick (TA2/651/AGR) attribué à EIFFAGE SENEGAL pour un montant de global 22 460 009 729 FCFA dont 4 180 766 402 FCFA pour le programme 2011

Deux entreprises ont déposé une offre. IL s'agit de :

- EIFFAGE SENEGAL **22 460 009 729 FCFA**
- CDE 28 042 993 088 FCFA
- Le contrat signé n'est pas conforme au projet contenu dans le DAO. En effet, le devis estimatif du contrat signé avec EIFFAGE SENEGAL n'est pas conforme à son offre et aucun document matérialisant ces changements ne nous a été remis ;
- L'AGEROUTE n'a pas requis les services d'un bureau de contrôle indépendant pour le suivi des travaux ;

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 27/10/2010

Date d'ouverture des plis: 30/11/2010

- le montant du marché est de 20 450 056 7290 F CFA et non 22 460 009 729 F CFA.
- la copie de l'avis d'appel d'offres est disponible ;
- Les devis quantitatifs et estimatifs du marché signé sont effectivement différents de ceux contenus dans l'offre initiale de Eiffage, attributaire du marché. Cela est dû au fait que les devis ont été actualisés pour tenir compte de la longue période entre le lancement de l'appel d'offres (27/10/2010) et la signature du marché (13/05/2011) y relatif et aussi pour tenir compte du niveau de dégradation très accentué des tronçons à entretenir. Evidemment ce sont les devis programmés des trois années considérées qui ont été réaménagés mais dans le respect du montant du marché de base.

NB : Pas de conclusion sur l'appréciation globale de la procédure de passation.

(Voir document Annexe 15)

Appréciation du cabinet :

La procédure de passation est peu satisfaisante.

16) M F0239/11 relatif à l'acquisition d'articles de bureau de consommable pour matériels informatiques et photocopieuses attribué à Oumou Informatique (montant 83 911 334 F TTC.)

L'appel d'offres a été indiqué dans le PPM et mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

La revue du dossier d'appel d'offres (DAO) montre qu'il est relativement conforme et contient les pièces essentielles : les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses Administratives générales, les Données Particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses administratives générales et particulières, le Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché. Délai accordé pour le dépôt des offres 30 jours.

Trois offres ont été reçues. Il s'agit de :

- Oumou Informatique Services : 83 911 334 F TTC
- SAREDICA : 85 440 510 F TTC
- Toure Equipement : 60 678 696 F TTC après correction 92 225 868 F TTC

Le rapport d'évaluation a été établi le 1er juillet 2011. Le marché a été attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée moins disant après correction.

L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le « Soleil » du 18 et 19 décembre 2011.

L'avis d'attribution définitive n'a pas été publié en violation de l'article 85 du décret portant code des marchés publics qui stipule que « dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, l'autorité contractante publie un avis d'attribution définitive » ;

Le contrat a été souscrit le 07 mars 2011 et approuvé 21 mars 2011. Il a été notifié le 29 mars 2011.

Les paiements ont été faits conformément aux clauses contractuelles.

Conclusion :

En dehors de l'absence de publication de l'attribution définitive notée, la procédure de passation et d'exécution des marchés peut être considérée comme globalement satisfaisante.

17) Avenant N°1 au marché T/1202/10 du 23 novembre 2010 relatifs aux travaux de remise à niveau de chaussée et de stabilisation de talus de falaises sur la Corniche Ouest en face du Rondpoint Université Cheikh Anta Diop et du carrefour Bloc des Madeleines attribué à CDE 22 582 840 F TTC .

Le présent avenant a pour objet la prise en charge :

- du coût complémentaire suite à l'élaboration du projet d'exécution ;
- du délai supplémentaire d'un (01) mois accordé à l'entreprise pour l'exécution du présent avenant ;
- des prix nouveaux

Le montant de l'avenant est égal à 30% du montant du marché initial;

L'avenant a été souscrit le 18 mai 2011 et approuvé 27 juin 2011. Il a été notifié le 05 juillet 2011.

Conclusion :

Il ressort de la vérification de l'appel d'offres que la procédure de passation et d'exécution du marché a été globalement satisfaisante.

Commentaires de l'AC

le PV de réception des travaux de l'avenant n°1 et du marché de base est disponible ;

- les documents d'exécution sont disponibles : OS de démarrage, lettre demande de réception de l'entreprise et lettre réponse de l'AGEROUTE ; Il ressort de ces documents qu'il n'y a pas de retard dans l'exécution des travaux.

(Voir documents Annexe 17

Appréciation du cabinet :

La conclusion est maintenue.

18) N°T0807/11 relatif à des travaux pluriannuels d'entretien périodique des routes revêtues dans les régions de Tambacounda et Kédougou attribué à SINCO SPA/EGM.BTV (montant 15 218 591 891 F TTC)

L'appel d'offres a été indiqué dans le PPM de 2010 et mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

La revue du dossier d'appel d'offres (DAO) montre qu'il est relativement conforme et contient les pièces essentielles : les Instructions aux soumissionnaires, Cahier des Clauses Administratives générales, les Données Particulières de l'Appel d'offres, les Clauses et spécifications techniques, le Cahier des Clauses Administratives générales et particulières, le

Projet de marché, les formulaires de soumission et de marché. Délai accordé pour le dépôt des offres 39 jours.

03 entreprises ont déposé une offre :

- CDE : 15 267 335 630 F TTC
- HENAN CHINE/ SOTRACOM : 21 883 341 900 FTTC
- SINCO SPA/EGM.BTV : 15 218 591 891 FTTC

On note un décalage entre l'heure limite de dépôt des offres 10H30 et l'heure d'ouverture des plis 11H15 alors que l'article 67 du décret portant code des marchés publics stipule que « les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la commission des marchés compétente à la date et à l'heure limite de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel à la concurrence ou à la date spécifiée en cas de report ».

Le marché a été attribué au candidat ayant soumis l'offre évaluée moins disant. L'avis d'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le «Sud quotidien » des 12 et 13 février 2011. L'avis d'attribution définitive a été publié le 8 septembre 2011.

Le contrat a été souscrit le 30 mai 2011 et approuvé 08 Aout 2011. Il a été notifié le 16 aout 2011.

Conclusion :

En dehors du décalage noté entre l'heure limite de dépôt des offres et l'heure d'ouverture des plis la procédure de passation et d'exécution des marchés peut être considérée comme globalement satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 28/10/2010

Date d'ouverture des plis: 07/12/2010

- le décalage entre l'heure limite de dépôt des offres 07/12/2010 à 10h 30 et l'heure d'ouverture des plis 11h 15 est dû au fait que 04 appels d'offres étaient programmés à la séance d'ouverture des plis du 07/12/2010 ;

(voir document Annexe 18)

Appréciation du cabinet :

La conclusion est maintenue

*b- Audit des marchés passés par consultations restreintes***1) M C 0186/11 relatif à l'identification du programme d'investissement routier de soutien au développement économique de la zone des Niayes (Rufisque- Lompoul) et réalisation des études techniques (APS, APD, DAO) attribué à HYDROARCH/SERING (montant 452 245 595 FCFA)**

Le marché a été indiqué dans le PPM et mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

La revue de la demande de proposition montre que la date limite de dépôt des offres et la date d'ouverture des plis n'ont pas été mentionnées dans la lettre d'invitation mais les termes de références sont clairs et précis.

Parmi les six (06) candidats short listés cinq (05) ont soumissionnés. Il s'agit de :

Grpt GAUFF/AFID : note technique 76,86

Grpt HYDROARCH/APAVE/SERING : note technique 86,92

COMETE: note technique 71, 07

Grpt GIC/DIWI: note technique 81, 99

Grpt ROCHE/ICA: note technique 65, 84

Les critères d'évaluation ne sont pas en adéquation avec les termes de références. Les sous critères du critère principal « qualifications et compétences du chef de mission » noté sur 30 points, ont fait l'objet de pondérations non initialement mentionnées dans le dossier d'appel à la concurrence.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu le score technique minimum requis de 75 points ont été ouvertes. Le marché a été attribué au groupement HYDROARCH/APAVE/SERING.

L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le quotidien « Walfadjri » du 11 mai 2010.

Le groupement GIC/DIWI a introduit un recours, par lettre N°075.05 du 14 mai 2010, à l'ARMP pour dénoncer la décision d'attribution provisoire du marché. Il estime que son dossier n'a pas été objectivement évalué. Par décision N°054/10/ARMP/CDR du 18 mai 2010, l'ARMP ordonne la suspension de la procédure de passation de marché jusqu'à la prononcé de la décision de la commission litiges du comité de règlement des différends. Elle demande à l'AGEROUTE la transmission des documents de la consultation pour permettre

au comité de règlement des différends de se prononcer. Le CRD, par Décision N°089/10/ARMP/CRD du 1^{er} juillet 2010 :

- Déclare le candidat GIC recevable en son recours ;
- Constate que pour évaluer la pertinence des qualifications et compétences du chef de mission avec la mission, la commission des marchés a appliqué des sous critères dont les pondérations n'avaient pas été préalablement mentionnées dans le dossier d'appel à la concurrence ;
- Prononce l'annulation de l'évaluation technique ;
- Ordonne à l'autorité contractante de reprendre l'évaluation technique des candidats.

En application des instructions de l'ARMP, la commission a procédé à la reprise de l'évaluation des offres techniques avec les seuls critères et sous-critères mentionnés dans la demande de proposition à l'exclusion de toute pondération non initialement spécifiée dans ledit document. Les notes ont été légèrement modifiées mais sans incidence sur la proposition d'adjudication au groupement HYDROARCH/APAVE/SERING.

L'attribution définitive a fait l'objet de publication dans le quotidien « Walfadjri » du 15 mars 2011.

Le contrat a été souscrit le 15 février 2011 et approuvé 08 mars 2011. Il a été notifié le 14 mars 2011.

Les paiements ont été effectués conformément aux clauses contractuelles.

Conclusion :

Il ressort de la vérification de la consultation restreinte que la procédure de passation et d'exécution du marché a été assez satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 14/12/2009

Date d'ouverture des plis : 28/01/2010

- la Demande de Proposition (DP) a été lancée en application des Directives de la Banque Mondiale. A cet égard, les dates de dépôt et d'ouverture des plis sont indiquées dans les DPAO de la DP. (voir à la page 25 des DPAO de la DP) ;

- les documents attestant du service fait sont disponibles : voir rapports définitifs ci-joints.

(Voir document Annexe 19)

Appréciation du cabinet :

La conclusion est maintenue.

- 2) M C/1682/11 Avenant N°1 au marché T/00211/11 du 28 mars 2011 relatif à la sélection de consultant pour la maîtrise d'œuvre du PERA 2009 attribué GEOMAPS à montant 17 330 000 FCA TTC

- La prise en charge du coût additionnel de deux mois de prestations supplémentaires non couvert par le montant du marché initial
- La prise en charge des délais supplémentaires de deux mois pour la maîtrise d'œuvre du PERA dans la région de Dakar.
- La reprise des travaux suspendus par ordre de service N°90/DG/DGER/AGR/11 notifié le 25/10/2011

Le montant de l'avenant est égal à 30% du montant du marché initial.

L'avenant a été souscrit le 24 novembre 2011 et approuvé 20 décembre 2011. Il a été notifié le 09 janvier 2012.

Commentaires de l'AC :

- l'avenant n°1 a été souscrit le **24 novembre 2011**, approuvé le **20 décembre 2011** et notifié le **09 janvier 2012**.
- les documents attestant du service fait sont disponibles : rapport final et décomptes certifiés.

NB : Pas de conclusion sur l'appréciation globale de la procédure de passation.

(voir document Annexe 20)

Appréciation du cabinet :

La procédure est satisfaisante.

3) M N°C02/11/11 relatif à l'audit comptable et financier de l'AGERROUTE attribué à KPMG montant 24 780 000 FCFA

Le marché a été indiqué dans le PPM et mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

La revue de la demande de proposition montre qu'il est relativement conforme.

La lettre d'invitation a été établie le 1^{er} juillet 2011 et la date limite de dépôt des offres était le 02 août 2011.

Parmi les cinq (05) entreprises consultées, quatre (4) ont déposé une offre. Il s'agit de :

- ERA BAKER TILLY : 35 724 500 FTTC ;
- AMCS Audit et management: 34 400 000 FTTC
- CICE : 19 904 800 FTTC
- KPMG : 8 260 000 FTTC par exercice

Des critères d'évaluation non-conformes à la demande de proposition n'ont pas été utilisés et les candidats non retenus ont été informés .

Le contrat a été souscrit le 22 novembre 2011 et approuvé 20 décembre 2011. Il a été notifié le 22 décembre 2011.

Conclusion :

Il ressort de la vérification de la consultation restreinte que la procédure de passation et d'exécution du marché a été satisfaisante

- 4) M N° CC1/0339/AGR relatif à une sélection d'un consultant individuel pour les études économique de route Touba-Dahra-Linguère attribué à Philibert ALEXIS QUENUM montant 29 820 000FTTC**

Le marché a été indiqué dans le PPM mais non mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

La revue de la demande de proposition montre qu'il est relativement conforme.

La lettre d'invitation a été établie le 20 avril 2011 et la date limite de dépôt des offres était le 12 mai 2011. Le délai d'exécution est de 8 Semaines.

Parmi les sept (07) candidats consultés, quatre (4) ont déposé une offre. Il s'agit de :

- BOURAMA : 72 points
- SAMBA DIALLO: 79 points
- TAMSIR SALIF SOW : 54.5 points
- PHILIBERT ALEXIS QUENUM: 92.15 points

Des critères d'évaluation non-conformes à la demande de proposition n'ont pas été utilisés et les candidats non retenus ont été informés .

Le contrat a été souscrit, approuvé et notifié le même jour (16 juin 2011).

Conclusion :

Il ressort de la vérification de la consultation restreinte que la procédure de passation et d'exécution du marché a été satisfaisante.

- 5) M C/0336/AGR relatif à la sélection d'un consultant individuel pour les études techniques et l'élaboration d'un dossier d'appel d'offres pour la construction et l'équipement d'une station de pesage à basse vitesse à DIAMNIADIO attribué à SERIGNE M A SALL montant 25 500 000 F TTC.**

Le marché a été indiqué dans le PPM 2010 et mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

La revue de la demande de proposition montre qu'il est relativement conforme.

La lettre d'invitation a été établie le 28 octobre 2010 et la date limite de dépôt des offres était le 30 novembre 2010. Le délai d'exécution est de 8 Semaines.

Seul un candidat sur les 5 listés a soumis une offre.

Le contrat a été souscrit et approuvé le 13 mai 2011 et notifié le 17 mai 2011.

Conclusion :

Il ressort de la vérification de la consultation restreinte que la procédure de passation et d'exécution du marché est peu satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 28/10/2010

Date d'ouverture des plis : 30/11/2010

- le contrat est inscrit dans le PPM 2010 ;
- la lettre d'invitation à soumissionner a été réceptionnée par tous les candidats (voir copies des décharges attestant de la réception de la lettre d'invitation en annexe 21)
- pas de documents attestant de désistement de soumissionnaires : tous ont récupéré l DP. Certains n'ont pas soumis d'offres et n'ont pas justifié leur désistement.
- les documents attestant du service fait sont disponibles : rapport final et décompte Certifié et liquidé.

(voir document Annexe 21)

Appréciation du cabinet :

La procédure de passation et d'exécution du marché a été globalement satisfaisante.

6) M CC1/0338/AGR relatif à la sélection d'un consultant individuel pour les études économiques en vue de la réhabilitation du tronçon de route Dahra Louga attribué à Philibert Alexis Quenum montant 29 820 000 FTTC

Le marché a été indiqué dans le PPM mais non mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

La revue de la demande de proposition montre qu'il est relativement conforme.

La lettre d'invitation a été établie le 20 avril 2011 et la date limite de dépôt des offres était le 12 mai 2011. Le délai d'exécution est de 8 Semaines.

Parmi les 7 candidats invités 4 ont soumissionné. Il s'agit de :

- Bourama DIEME 72 points
- Samba DIALLO 79,21 points
- Tamsir Salif SOW 54,5 points
- Philibert Alexis Quénum 92,5 points

Le contrat a été souscrit, approuvé et notifié le 16 juin 2011. Et les paiements ont été effectués conformément aux clauses du contrat.

Conclusion :

Il ressort de la vérification de la consultation restreinte que la procédure de passation et d'exécution du marché a été assez satisfaisante.

7) M N°CC1/0360/AGR relatif à la sélection d'un individuel pour la campagne d'inspection visuelle de la RN1 entre Kaolack et Tambacounda attribué à Serigne Touba DIA montant 25 113 750 F CFA

Le marché a été indiqué dans le PPM 2011 et mais n'a pas été mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

La revue de la demande de proposition montre qu'il est relativement conforme.

La lettre d'invitation a été établie 09 septembre 2011 et la date limite de dépôt des offres était le 11 octobre 2011. Le délai d'exécution est de 8 Semaines

Les cinq candidats invités ont tous soumissionné. Il s'agit de :

Serigne Touba DIA : 99 points

Aissatou Ndoye : 98 points

Abdourahmane MBENGUE : 96 points

Mahmoud DIOP : 90 points

Bakary Coly: 65 points

Le contrat a été souscrit le 26 décembre 2011, approuvé le 27 décembre 2011 et notifié le 28 décembre 2011. Et les paiements ont été effectués conformément aux clauses du contrat.

Conclusion :

Il ressort de la vérification de la consultation restreinte que la procédure de passation et d'exécution du marché a été assez satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 09/09/2011

Date d'ouverture des plis : 11/10/2011

- le contrat est inscrit dans le PPM 2011 n°241;
- Cette réalisation n'est pas inscrite dans l'AGPM car il s'est agi d'une mise à jour du PPM.

Appréciation du cabinet :

La procédure de passation et d'exécution du marché a été globalement satisfaisante.

8) N°C/0357/AGR relatif à sélection d'un consultant individuel pour la délimitation de l'emprise de la VDN deuxième et troisième session attribué à Saliou NDIAYE montant 9 894 300 F TTC

Le marché a été indiqué dans le PPM 2011 mais n'a pas été mentionné dans l'avis général de passation de marchés (AGPM) publié dans le quotidien « SUD QUOTIDIEN » du 31 décembre 2010 au 02 janvier 2011.

Les lettres d'invitations n'ont pas été mises à notre disposition.

Deux candidats ont été évalués. Il s'agit de :

Saliou NDIAYE : 95 points

Pape Ibrahima SAMB : 80 points

Le contrat a été souscrit le 12 décembre 2011, approuvé le 13 décembre 2011 et notifié le 21 décembre 2011. Et les paiements ont été effectués conformément aux clauses du contrat.

Conclusion :

Il ressort de la vérification de la consultation restreinte que la procédure de passation et d'exécution du marché a été assez satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 22/08/2011

Date d'ouverture des plis : 08/09/2011

- le contrat est inscrit dans le PPM 2011;
- Cette réalisation n'est pas inscrite dans l'AGPM car il s'est agi d'une mise à jour du PPM en cours de gestion.

- la lettre d'invitation à soumissionner est disponible et il n'y a pas de bordereau de livraison à fournir. Il s'agit d'un contrat de prestations intellectuelles et non de marché de fournitures.

(voir document Annexe 22)

Appréciation du cabinet :

La procédure de passation et d'exécution a été globalement satisfaisante.

c-Audit des marchés passés par DRP

1) M N°T A1/698/AGR marché relatif à des travaux de réhabilitation des gardes corps métalliques du pont Moustapha Malick Gueye attribué Entreprise d'Ingénierie et de construction montant 28 377 820 F TTC

Ce marché a été indiqué dans le PPM. Il n'a pas fait l'objet de fractionnement.

Cinq fournisseurs ont été invités et quatre ont soumissionné. Il s'agit de :

- EABD : 30 000 952 FTTC
- EIC: 28 377 820 FTTC
- ECOPRESS : 30 975 000 FTTC
- CBTP : 29 688 800 FTTC

La lettre d'invitation a été établie le 06 septembre 2011 et a été accompagnée d'un dossier de DRP.

L'ouverture des plis a eu lieu le 27 septembre 2011. Le PV a été signé par les membres de la CM qui ont pris part à cette rencontre ainsi que le représentant de la Cellule de Passation des Marchés (CPM).

Le contrat a été souscrit le 14 novembre 2011, approuvé le 18 novembre 2011 et notifié le 25 novembre 2011.

Le délai d'exécution mentionné sur le contrat est de 30 jours. Il a été établi un PV de réception le 17 janvier 2012.

Les paiements ont été faits conformément aux clauses contractuelles. La procédure n'a pas fait l'objet de recours ni de litige.

Conclusions :

Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure de passation et d'exécution a été satisfaisante.

2) M N°F/40/AGR relatif à la fourniture et la livraison de pèse-essieux et d'équipements d'exploitation associés attribué à CAPI Sénégal montant 29 736 000 F TTC

Ce marché a été indiqué dans le PPM et n'a pas fait l'objet de fractionnement.

Quatre fournisseurs ont soumissionné. Il s'agit de :

- CAPI Sénégal: 29 966 100 FTTC ;
- TROUVAY ET CAUVIN: 35 400 000 FTTC
- ECS : 29 736 000 FTTC
- TECHNI-CONSULT : 40 710 000 FTTC

La lettre d'invitation n'a pas été mise à notre disposition.

L'entreprise moins disant n'a pas été retenue. Son offre a été jugée non-conforme parce qu'elle propose des pèse-essieux de 10 tonnes de capacité en lieu et place des 15 tonnes de capacités demandées, elle ne propose aucun délai de garantie en plus d'une date de livraison des appareils entre huit et dix semaines en lieu et place du délai demandé compris entre six et huit semaines au plus tard.

Le contrat a été souscrit le 03 mai 2011, approuvé le 03 mai 2011 et notifié le 05 novembre 2011.

Le délai d'exécution mentionné sur le contrat est de 56 jours.

Absence de PV de réception et de bordereau de livraison. La procédure n'a pas fait l'objet de recours ni de litige.

3) DRP N°D/717/A1 relative à des travaux généraux sur le réseau routier classé dans la région de Louga (lot1) attribué ECEF

Ce marché a été indiqué dans le PPM.

La lettre d'invitation datée le 27 août 2010 mentionne deux lots pour cette consultation. Elle est accompagnée d'un dossier de DRP à l'instar des autres consultations par cette procédure. La date limite de dépôt des offres a été le 27 septembre.

Les cinq fournisseurs invités ont tous soumissionné. IL s'agit:

ECEF : lot 1 : 3 744 140 FTTC

ETCG : lot 1 : 7 799 600 FTTC

EIC : lot 1 : 4 012 000 FTTC

CBTP : lot 1 : 4 575 500 FTTC

ETPFNI : lot 1 : 5 960 770 FTTC

L'ouverture des plis a eu lieu le 27 septembre 2010 et le PV a été signé par les membres de la CM qui ont pris part à cette rencontre ainsi que le représentant de la Cellule de Passation des Marchés (CPM).

Le rapport d'évaluation des offres a été établi 02 février 2011 soit trois mois après l'ouverture des offres.

Le marché a été attribué à ECEF moins disant.

Le contrat a été souscrit le 03 juin 2011, approuvé le 03 juin 2011 et la date notification n'a pas été précisée.

Le délai d'exécution mentionné sur le contrat est de 25 jours.

Conclusions :

Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure de passation et d'exécution a été satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 27/08/2010

Date d'ouverture des plis : 27/09/2010

- le contrat a été approuvé le **03 juin 2011** et notifié le **03 juin 2011**.

La date de notification est bien le 03 juin 2011.

4) DRP N°D/717/A1 relative à des travaux généraux sur le réseau routier classé dans la région de Louga (lot 2) attribué EIC

Le marché a été indiqué dans le PPM.

La lettre d'invitation datée le 27 août 2010 mentionne deux lots pour cette consultation. Elle est accompagnée d'un dossier de DRP à l'instar des autres consultations par cette procédure. La date limite de dépôt des offres a été le 27 septembre.

Les cinq fournisseurs invités ont tous soumissionné. Il s'agit:

ECEF: lot 2: 1 292 065 F TTC

ETCG: lot 2: 2 027 606 FTTC

EIC: lot 2: 1 494 544 FTTC

CBTP: lot 2 : 2 423 390 FTTC

ETPFNI: lot 2 : 1 722 753 FTTC

L'ouverture des plis a eu lieu le 27 septembre 2010 et le PV a été signé par les membres de la CM qui ont pris part à cette rencontre ainsi que le représentant de la Cellule de Passation des Marchés (CPM).

Le rapport d'évaluation des offres a été établi 02 février 2011 soit trois mois après l'ouverture des offres.

Le marché a été attribué EIC parce que l'entreprise la moins disant attributaire du lot 1 n'a pas rempli les critères financiers et techniques requis pour pouvoir gagner plus d'un lot.

Le contrat a été souscrit le 03 juin 2011, approuvé le 03 juin 2011 mais la date de notification n'a pas été précisée.

Conclusions :

Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure de passation et d'exécution a été satisfaisante.

5) DRP N°D/801/A1 relative à des travaux généraux sur le réseau routier classé dans les régions de Kaolack et Kaffrine (lot1) attribué GIE COURA N NDIAYE montant 13 499 200 F TTC

Le marché a été indiqué dans le PPM.

La lettre d'invitation datée le 06 juin 2011 mentionne deux lots pour cette consultation. Elle est accompagnée d'un dossier de DRP à l'instar des autres consultations par cette procédure. La date limite de dépôt des offres a été fixée au 30 juin 2011.

Quatre fournisseurs ont soumissionné. Il s'agit :

GIE Coura Ndiaye: lot 1 : 13 499 200 F TTC

SOGES: lot 1 : 18 808 020 FTTC

Entreprise Mame Asta Walo : lot 1 : 23 446 600 FTTC

Entreprise Demba Gueye : lot 1 : 157 134 700 FTTC

L'ouverture des plis a eu lieu le 30 juin 2011 et le PV a été signé par les membres de la CM qui ont pris part à cette rencontre ainsi que le représentant de la Cellule de Passation des Marchés (CPM).

Le rapport d'évaluation des offres a été établi 08 juillet 2011 soit une semaine après l'ouverture des offres.

Le contrat a été souscrit le 15 septembre 2011, approuvé le 16 septembre 2011 et notifié le 16 septembre 2011.

Le délai d'exécution mentionné sur le contrat est de 45 jours

Conclusions :

Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure de passation et d'exécution n'a pas été satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 06/06/2011

Date d'ouverture des plis : 30/06/2011

- l'attributaire est bien GIE Coura Ndimbou Ndiaye qui figure bel et bien sur la liste restreinte : voir lettre d'invitation à soumissionner ci-jointe en Annexe 24.

Appréciation du cabinet :

La conclusion est maintenue.

- 6) DRP N°D/801/A1 relative à des travaux généraux sur le réseau routier classé dans les région de Kaolack et Kaffrine (lot2) attribué SOGES montant 18 895 340 F TTC**

Le marché a été indiqué dans le PPM.

La lettre d'invitation datée le 06 juin 2011 mentionne deux lots pour cette consultation. Elle est accompagnée d'un dossier de DRP à l'instar des autres consultations par cette procédure. La date limite de dépôt des offres a été fixée au 30 juin 2011.

Trois fournisseurs ont soumissionné. Il s'agit :

SOGES: lot 2: 18 995 340 FTTC

Entreprise Mame Asta Walo: lot 2: 21 228 200 FTTC

Entreprise Demba Gueye : lot 2 : 142 856 700 FTCC

L'ouverture des plis a eu lieu le 30 juin 2011 et le PV a été signé par les membres de la CM qui ont pris part à cette rencontre ainsi que le représentant de la Cellule de Passation des Marchés (CPM).

Le rapport d'évaluation des offres a été établi 08 juillet 2011 soit une semaine après l'ouverture des offres.

Le marché a été attribué à SOGES moins disant.

Le contrat a été souscrit le 15 septembre 2011, approuvé le 16 septembre 2011 et notifié le 16 septembre 2011.

Le délai d'exécution mentionné sur le contrat est de 45 jours

Conclusions :

Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure de passation et d'exécution a été assez satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 08/06/2011

Date d'ouverture des plis : 30/06/2011

- Trois (03) et non quatre (04) soumissionnaires ont présenté des offres.

7) DRP N°D/716/A1 relative à des travaux généraux sur le réseau routier classé sur le réseau routier classé dans la région de Matam attribué à CBTP montant 9 341 647 F TTC

Le marché a été indiqué dans le PPM.

La lettre d'invitation a été établie le 27 août 2010. Elle est accompagnée d'un dossier de DRP à l'instar des autres consultations par cette procédure. La date limite de dépôt des offres a été le 27 septembre 2010. La liste des candidats présélectionnés ne figure pas dans la lettre d'invitation.

Trois (03) entreprises ont soumissionné. Il s'agit de :

GIE Serigne Madické SECK : 6 938 400 FTTC

CBTP : 9 341 647 FTTC

ETCG : 8 082 882 FTTC

L'ouverture des plis a eu lieu le 27 septembre 2010 et le PV a été signé par les membres de la CM qui ont pris part à cette rencontre ainsi que le représentant de la Cellule de Passation des Marchés (CPM).

Le rapport d'évaluation des offres a été établi 02 février 2011 soit quatre mois après l'ouverture des offres.

Le marché a été attribué CBTP classée 3eme ; les autres candidats n'ont pas satisfait aux critères d'évaluation.

Le contrat a été souscrit le 03 juin 2011, approuvé le 03 juin 2011 et la date de notification n'a pas été précisée.

Le délai d'exécution mentionné sur le contrat est de 25 jours.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 27/08/2010

Date d'ouverture des plis : 27/09/2010

- le retard dans l'élaboration du rapport d'analyse des offres (4 mois) est dû au fait qu'il y'avait eu une suspension dans la procédure d'évaluation, le financement y relatif ayant été ponctionné. Et c'est seulement après réaménagement du budget 2011 qu'il y a eu approbation du rapport d'évaluation des offres par la Commission des Marchés

(CM) de l'AGEROUTE;

- le contrat a été approuvé le **03 juin 2011** et notifié le **03 juin 2011**. La date de notification est bien le 03 juin 2011.

8) DRP N°D/775/A1 relative à des travaux généraux sur le réseau routier classé dans la région de Saint-Louis lot 2 attribué ECEF montant 1 989 480 F TTC.

Le marché a été indiqué dans le PPM.

La lettre d'invitation n'a pas été datée. Un dossier de DRP a été établi. La date limite de dépôt des offres a été fixée le 27 septembre 2010.

Parmi les cinq candidats invités, trois ont soumissionné. Il s'agit de :

ECEF: 1 989 480 FTTC

GIE Serigne Madické SECK: 3 066 230 FTTC

ECOPRESS : 3 546 490 FTTC

L'ouverture des plis a eu lieu le 27 septembre 2010 et le PV a été signé par les membres de la CM qui ont pris part à cette rencontre ainsi que le représentant de la Cellule de Passation des Marchés (CPM).

Le rapport d'évaluation des offres a été établi 02 février 2011 soit 4 mois 5 jours après l'ouverture des offres.

Le marché a été attribué à ECEF moins disant et les candidats non retenus ont été informés.

Le contrat a été souscrit, approuvé et notifié le 03 juin 2011. Le délai d'exécution mentionné sur le contrat est de 25 jours.

Le PV de réception provisoire n'a pas été mis à notre disposition.

Conclusions :

Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure de passation et d'exécution a été peu satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 27/08/2010

Date d'ouverture des plis : 27/09/2010

- la lettre d'invitation à soumissionner est bien datée ;
- le retard dans l'élaboration du rapport d'analyse des offres (4 mois 5 jours) est dû au fait qu'il y'avait eu une suspension dans la procédure d'évaluation, le financement y relatif ayant été ponctionné. Et c'est seulement après réaménagement du budget 2011 qu'il y a eu approbation du rapport d'évaluation des offres par la Commission des Marchés (CM) de l'AGEROUTE;
- le PV de réception provisoire est disponible.

(voir document Annexe 25)

Appréciation du cabinet :

La conclusion est maintenue

9) DRP N°D/775/A1 relative à des travaux généraux sur le réseau routier classé dans la région de Saint-Louis lot 1 attribué ECOPRESS montant 2 822 560 FTTC.

Le marché a été indiqué dans le PPM.

La lettre d'invitation a été établie le 26 août 2010. Un dossier de DRP a été établi. La date limite de dépôt des offres a été fixée le 27 septembre 2010.

Parmi les cinq candidats invités, trois ont soumissionné. Il s'agit de :

ECEF: 1 603 030 FTTC

GIE Serigne Madické SECK: 2 685 680 FTTC

ECOPRESS : 2 822 560 FTTC

L'ouverture des plis a eu lieu le 27 septembre 2010 et le PV a été signé par les membres de la CM qui ont pris part à cette rencontre ainsi que le représentant de la Cellule de Passation des Marchés (CPM).

Le rapport d'évaluation des offres a été établi 02 février 2011 soit 4 mois 5 jours après l'ouverture des offres.

Le marché a été attribué à ECOPRESS classée troisième. L'entreprise ECEF classée première n'a pas rempli les critères pour gagner plus d'un lot. Le chiffre d'affaire au cours des trois dernières années est inférieur à 50 millions ; et l'entreprise a présenté la même équipe et les mêmes moyens matériels pour les deux lots. Le GIE Serigne Madické SECK classé deuxième n'a pas été qualifié pour se voir attribuer le lot 2. Il a présenté un chiffre d'affaire moyen annuel pour les trois dernières années inférieur à 18 millions et n'a pas fourni de ligne de crédit ou de relevé bancaire d'un montant minimum de 400 000 FCFA.

Les candidats éliminés ont été informés.

Le contrat a été souscrit, approuvé et notifié le 03 juin 2011. Le délai d'exécution mentionné sur le contrat est de 25 jours.

Conclusions :

Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure de passation et d'exécution a été peu satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 27/08/2010

Date d'ouverture des plis : 27/09/2010

- la lettre d'invitation à soumissionner est bien datée ;
- le retard dans l'élaboration du rapport d'analyse des offres (4 mois 5 jours) est dû au fait qu'il y'avait eu une suspension dans la procédure d'évaluation, le financement y relatif ayant été ponctionné. Et c'est seulement après réaménagement du budget 2011 qu'il y a eu approbation du rapport d'évaluation des offres par la Commission des Marchés (CM) de l'AGEROUTE;
- le PV de réception provisoire est disponible.

(voir document Annexe 26)

Appréciation du cabinet :

La procédure de passation a été assez satisfaisante

10) DRP N°D/723/A1 relative à des travaux d'entretien de voirie dans le quartier de colobane département de Dakar attribué à SENTHRAS ECOPRESS montant 48 905 067 FTTC.

Le marché a été indiqué dans le PPM 2010.

Un dossier de DRP a été établi. La date limite de dépôt des offres a été fixée le 12 octobre 2010.

Parmi les cinq candidats invités, deux ont soumissionné. Il s'agit de :

SENTHRAS: 48 905 067 FTTC

SOGEC: 49 887 291 FTTC

L'ouverture des plis a eu lieu le 12 octobre 2010 et le PV a été signé par les membres de la CM qui ont pris part à cette rencontre ainsi que le représentant de la Cellule de Passation des Marchés (CPM).

Le rapport d'évaluation des offres a été établi 12 janvier 2011 soit 3 mois après l'ouverture des offres.

Le marché a été attribué à SENTHRAS moins disant. Le contrat a été souscrit et approuvé 17 février 2011 et notifié le 23 février 2011. Le délai d'exécution mentionné sur le contrat est de 30 jours. Le candidat éliminé n'a pas été informé.

Conclusions :

Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure de passation et d'exécution a été peu satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 23/09/2010

Date d'ouverture des plis : 12/10/2010

- le contrat est inscrit dans le PPM 2010;
- le retard dans l'élaboration du rapport d'analyse des offres (3 mois) est au fait qu'il y'avait eu une suspension dans la procédure d'évaluation, le financement y relatif ayant été ponctionné. Et c'est seulement après réaménagement du budget 2011 qu'il y a eu approbation du rapport d'évaluation des offres par la Commission des Marchés (CM) de l'AGEROUTE;
- le candidat éliminé a été bien informé : (voir lettre de notification en Annexe 27).
- le PV de réception définitive est disponible.

(voir document Annexe 27)

Appréciation du cabinet

La procédure de passation a été assez satisfaisante

11) DRP N°D/811/F relatif à fourniture de matériels informatique pour l'unité de gestion u projet de construction et de bitumage du tronçon Boula-Patouki (55km) situé sur la route Linguère Matam attribué à oumou informatique montant 44 998 888 FTTC.

La DRP a été indiquée dans le PPM 2011 et elle révèle des pratiques de fractionnement.

Un dossier de DRP a été établi. La date limite de dépôt des offres a été fixée le 19 juillet 2011.

Parmi les cinq candidats invités, trois ont soumissionné. Il s'agit de :

ADNET CONSULTING: 74 258 575 FTTC

Oumou informatique services: 44 998 888 FTTC

Plateform technologies : 68 364 586 F TTC

L'ouverture des plis a eu lieu le 19 juillet 2011 et le PV a été signé par les membres de la CM qui ont pris part à cette rencontre ainsi que le représentant de la Cellule de Passation des Marchés (CPM).

Le rapport d'évaluation des offres a été établi 24 Aout 2011.

Le marché a été attribué à oumou informatique moins disant. Le contrat a été souscrit et approuvé 29 décembre 2011 et notifié le 02 janvier 2012. Le délai d'exécution mentionné sur le contrat est de 30 jours. Les candidats éliminés n'ont pas été informés.

Conclusions :

Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure de passation et d'exécution a été peu satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 04/07/2011

Date d'ouverture des plis : 19/07/2011

- Ce marché a été lancé en application des dispositions d'acquisition prévues dans l'accord de prêt signé entre la BID et l'Etat du Sénégal au titre de l'appui institutionnel.
- le contrat est inscrit dans l'avis général de passation et dans le PPM du projet conformément aux procédures du bailleur ;
- le contrat est inscrit dans le PPM 2011 de l'AGEROUTE;
- la lettre d'invitation à soumissionner est disponible et datée ;
- les candidats éliminés ont été informés par lettres.

(voir document Annexe 28)

Appréciation du cabinet :

La procédure de passation a été assez satisfaisante.

12) DRP N°TA1/682/AGR relative à des travaux généraux sur réseau routier classé de Fatick attribué à GIE Coura N NDIAYE montant 14 455 000 FCFA.

L'examen de la DRP ne révèle pas de pratique de fractionnement

La lettre d'invitation mis à notre disposition n'a pas été datée. Un dossier de DRP a été établi. La date limite de dépôt des offres a été le 30 juin 2011.

L'ouverture des plis a eu lieu le 30 juin 2011 et le PV a été signé par les membres de la CM qui ont pris part à cette rencontre ainsi que le représentant de la Cellule de Passation des Marchés (CPM).

Le marché a été attribué à GIE Coura Ndiaye l'offre la moins disant.

Le contrat a été souscrit, approuvé et notifié le 02 septembre 2011. Le délai d'exécution mentionné sur le contrat est de 30 jours. Les candidats éliminés n'ont pas été informés.

Conclusions :

Il ressort de la vérification de la DRP que la procédure de passation et d'exécution a été assez satisfaisante.

Commentaires de l'AC :

Date de lancement : 08/06/2011

Date d'ouverture des plis : 30/06/2011

- la lettre d'invitation à soumissionner est disponible et datée ;
- les candidats éliminés ont été bien informés.

(voir document Annexe 29)

Appréciation du cabinet :

La conclusion est maintenue.

7.2. Constats relatifs à l'exécution financière

a- Consistance des travaux d'audit du volet financier

Les travaux ont été réalisés au niveau de l'AGEROUTE pour nous assurer de :

- l'existence d'un Marché et/ou d'un Bon de commande : Toutes les acquisitions réalisées par l'AGEROUTE ont fait l'objet de marchés et/ou de Bon de Commande,
- la conformité du contrat et de son enregistrement : Les marchés signés entre l'autorité contractante et les prestataires sont conformes et comprennent les informations essentielles sur les obligations des deux parties. Ils ont tous fait l'objet d'enregistrement auprès des services fiscaux.
- la conformité des clauses contractuelles et de leur respect : Les clauses des marchés sont conformes et ne sont toujours pas respectées par les parties. Les délais d'exécution ne sont pas toujours conformes et les pénalités de retard ne sont pas appliquées.

b- Constat d'audit sur le volet exécution financière

Pour la majorité des marchés contrôlés, les délais d'exécution n'ont pas été respectés et les pénalités n'ont pas été appliquées en violation des dispositions de l'article 134 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics. On peut en citer :

- Le marché N° T1215/11 relatif à des travaux d'entretien de réparation et ou de construction d'ouvrage hydraulique dans la région de Dakar ;
- Le marché N° T0431/11 relatif à des travaux pluriannuels d'entretien périodique des routes revêtues dans la région Matam.

7.3. Constats relatifs à l'exécution physique

Les principaux constats sur ce registre se rapportent à la qualité des travaux sur le tronçon Tambacounda-Kidira-Bakel. A ce propos il a été constaté une mauvaise tenue de l'enduit superficiel sur certaines sections avec des traces d'arrachement et de peignage

D'après les informations reçues, ces travaux n'ont pas encore fait l'objet de réception. Il y a donc lieu de veiller à leur reprise avant cette échéance ; ces reprises devront donner lieu à de nouveaux délais d'épreuves.

N°	DESIGNATION	BENEFICIAIRE	MONTANT	OBSERVATIONS	COMMENTAIRE S AC
TA2/662/A GR	Travaux pluriannuels d'entretien périodique des routes revêtues dans la région de Dakar (programme 2011)	Henan Chine/ SOGEC	6 899 289 614	<p>Les travaux sont bien réalisés dans les règles de l'art et ne présentent lors de notre visite aucune dégradation ou malfaçon.</p> <p>Ils ont été exécutés dans un délai inférieur au délai contractuel au vu de l'OS de démarrage et du PV de réception provisoire.</p> <p>Tous les essais de contrôle prévus dans le contrat ont été effectués et les résultats consignés dans le dossier de recollement</p> <p>La réception définitive devrait avoir lieu le 22/02/2013 mais le PV ne nous a pas été présenté.</p> <p>Toute la documentation relative à l'exécution du contrat est bien archivée.</p>	
TA2/651/A	Travaux d'entretien périodique	EIFFAGE	4180 766 402	la ligne « bouchage nids de	

GR	pluriannuel régions Fatick (programme 2011)	SENEGAL		<p>poule» a été exécutée à hauteur de 197% là où la ligne « couche de base sol stabilisé au ciment à 3%» a enregistré un taux d'exécution de 48%. En l'absence de bureau de contrôle indépendant pour le suivi des travaux et du caractère annuel des travaux d'entretien routier nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'effectivité des prestations. Les autres travaux sont bien réalisés et ne présentent lors de notre visite aucune dégradation ou malfaçon.</p>	
TA2/652/A GR	Travaux d'entretien périodique pluriannuels – routes revêtues TC/Kédougou (programme 2011)	Gpt SINCO/EGMBTV	3 000 000 000	<p>Il a été constaté une mauvaise tenue de l'enduit superficiel sur certaines sections avec des traces d'arrachement et de peignage</p> <p>D'après les informations reçues, ces travaux n'ont pas encore fait l'objet de réception. Il y a donc lieu de veiller à leur reprise avant cette échéance ; ces reprises devront donner lieu à de</p>	

				nouveaux délais d'épreuves.	
CC1/0295/AGR	Identification projet d'investissement routier dans la zone des NIAYES	Hydroarch/Sering/Apave	341 929 321	Aucun document relatif à ce contrat de prestations intellectuelles n'a été mis à notre disposition malgré notre requête	
CC2/0318/AGR	Maitrise d'œuvre du PERA 2009 - région de Dakar	GEOMAPS SENEGAL	57 950 000	Aucun document relatif à ce contrat de prestations intellectuelles n'a été mis à notre disposition malgré notre requête	
C/0349/AGR	Audit Financier et Comptable de l'Agéroute	KPMG	24 780 000	Audit en cours au moment de notre passage	
C/0336/AGR	ETE & DAO pour construction et équipement d'une station de pesage	Serigne Mor A. S. SALL	25 500 000	Aucun document relatif à ce contrat de prestations intellectuelles n'a été mis à notre disposition. Contrat exécuté par la Direction des Routes	
CC1/0339/AGR	Etudes économiques pour la réhabilitation de Touba - Dahra - Linguère	Philibert A. Quénium	29 820 000	Aucun document relatif à ce contrat de prestations intellectuelles n'a été mis à notre disposition malgré notre requête	

CC1/0338/A GR	Etudes économiques pour réhabilitation Dahra – Louga	Philibert A. Quénium	29 820 000	Aucun document relatif à ce contrat de prestations intellectuelles n'a été mis à notre disposition malgré notre requête	

VIII. RECOMMANDATIONS

8.1. Recommandations relatives aux marchés passés par Appel d'Offres

L'AGEROUTE devrait :

- Veiller à ce que l'ouverture des plis se fasse à la date et à l'heure limite de dépôt des offres indiquées dans l'AAO conformément à l'article 67 du décret portant code des marchés publics ;
- Matérialiser les preuves de la transmission des PV d'ouverture aux soumissionnaires pour attester de la mise en œuvre de l'article 67.4 du CMP ;
- Veiller, dans un souci d'équité à attribuer les marchés aux soumissionnaires ayant produit des pièces administratives conformes ;
- Veiller à la publication des avis d'attribution provisoire et définitive conformément aux dispositions des articles 83 et 85 du décret portant code des marchés publics ;
- Veiller à matérialiser l'achèvement des travaux, la bonne fin des prestations intellectuelles ou la livraison effective des fournitures par des PV de réception ou des attestations de service fait ;
- Veiller au respect des délais contractuels et à l'application des pénalités pour retard conformément à l'article 134 du CMP.

8.2. Recommandations sur les Consultations restreintes (CR)

L'AGEROUTE devrait :

- Veiller à l'archivage complet au niveau de la CPM des dossiers de passation et d'exécution des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ;
- Veiller à l'insertion complète des mentions requises dans les lettres d'invitation ;
- Etablir des documents attestant le service fait.

8.3. Recommandations sur les DRP

L'AGEROUTE devrait établir des lettres d'invitation pour tous les marchés de DRP et matérialiser leur réception par les destinataires par bordereaux d'envoi ou décharge de courrier.

IX.ANNEXES

ANNEXE 1 :
LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

GLOBAL MANAGEMENT SERVICES**AUDIT & EXPERTISE**Société d'Expertise Comptable
et de Commissariat aux ComptesLiberté 6 Extension
Immeuble Moustapha
2ème Etage-Appart C
B.P: 9048 Dakar/SENEGAL
Tel: +221 33 867 68 00 / 02
Fax : +221 33 867 68 01
E-mail : gmac@orange.snSUARL au Capital de 1 000 000 F CFA
R.C. SN -DKR-2005-M-517
NINEA 228873 7 2S2

Dakar, le 04 Juin 2013

Monsieur le Directeur Général
De L'Agence des Travaux et de Gestion des
Routes (AGEROUTE)
69, rue F x David Diop -Fann Résidence
DAKARObjet : Rapport de Revue Indépendante de la Passation des Marchés gestion 2011

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci-joint, notre rapport provisoire portant sur la revue indépendante de la passation des marchés pour la gestion 2011.

Nous vous demandons de bien vouloir nous faire parvenir vos observations sur ce rapport avant le 14 JUIN 2013.

Dans cette attente,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de notre parfaite Considération.

Pour le Groupement GMS/ SSPM

Mame Thierno MBACKE
Associé-GérantPJ :

Rapport provisoire

